

COLLOQUE INTERNATIONAL D'ETUDES HISTORIQUES ET SOCIOLOGIQUES

PARIS 18 - 20 JANVIER 1973

---

" LE PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL ET LE PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE FACE  
A LA REVOLTE RIFFAINE "

de Maria-Rosa de MADARIAGA

---

Avant d'examiner quelle a été la politique du P.S.O.E. (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) en rapport avec le problème colonial, il nous faudrait examiner brièvement les positions de la IIe internationale sur la question coloniale. Il est évident qu'après le Congrès de Berlin en 1885 et le partage de l'Afrique, cette nouvelle réalité posait aux socialistes des puissances colonisatrices des problèmes devant lesquels il fallait prendre position. Au sein du socialisme l'opinion selon laquelle le prolétariat des pays colonisateurs pouvait aussi bénéficier et profiter de l'exploitation coloniale, commençait à s'imposer. D'autre part, on pensait que le colonialisme pouvait même apporter aux populations des pays colonisés certains bénéfices de la civilisation. Evidemment on essayait toujours de sauver le principe moral selon lequel il fallait éviter la cruauté qui accompagne toujours toute conquête coloniale. Les réserves opposées au colonialisme étaient donc d'ordre moral.

En 1896, BERSTEIN écrivait dans la " Neue Zeit " : " Toute lutte des populations dominées contre leurs maîtres ne constitue pas pourtant toujours une lutte d'émancipation. Des peuples hostiles et incapables de civilisation n'ont aucun droit à notre sympathie... Nous condamnons et combattons certaines méthodes d'assujettissement des sauvages, mais non le fait qu'on soumette ces sauvages et que l'on fasse valoir face à eux le droit de la civilisation supérieure". ( 1 ). Le socialisme essayait donc d'avoir une politique coloniale, de justifier le colonialisme dans le but d'exploiter toutes les richesses du globe pour le bien de l'humanité.

Au Congrès d'Amsterdam de 1904, le hollandais VAN KOL s'exprimait dans ce sens :  
" Pourrions-nous abandonner la moitié du globe à l'arbitraire de peuples encore dans la période de l'enfance, qui laissent en friche les richesses énormes du sous-sol de leur pays, laissent incultivées les parties les plus fertiles de notre planète ? Ou bien, devons-nous intervenir, dans l'intérêt de l'humanité entière pour que la terre qui est la propriété du genre humain, fournisse à tous ses habitants les moyens de vivre ? " ( 2 )

Les positions de VAN KOL étaient appuyées par BERSTEIN. On essayait de justifier le colonialisme comme un phénomène nécessaire, comme un stade historique dans le processus évolutif de l'Humanité. Nier la réalité du colonialisme c'était tomber dans l'utopie. Or il fallait tenir compte des réalités concrètes.

Au sein de la II Internationale coexistent différentes tendances. Face aux thèses de VAN KUL ou de BERSTEIN, nous trouvons encore la position de KAUTSKY, position moralisante et imprégnée d'un humanitarisme socialiste. KAUTSKY ne met pas en cause le rôle éducateur et bienfaisant des peuples dits d'une civilisation supérieure vis-à-vis des peuples primitifs, mais il s'oppose à la politique de conquête du colonialisme. Pour lui il faudrait aller aux colonies pour apporter la culture et la civilisation mais non pour exercer une domination. Sa position tombe dans un paternalisme bienveillant : "... Là où l'on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et les secours d'une civilisation supérieure". ( 3 )

La terminologie utilisée est déjà expressive en elle-même : des sauvages face à la civilisation représentée, bien sûr, par l'Europe. D'ici naît le devoir moral d'élever le niveau moral et matériel de ces populations. La position des socialistes n'est pas tellement éloignée de la politique impérialiste de certains gouvernements : même si les socialistes préconisent d'autres méthodes plus humanitaires. Les socialistes appuyeraient en fait ce qu'on connaît sous le nom de "pénétration pacifique", utilisé très fréquemment dans le langage des colonialistes eux-mêmes. N'oublions pas, en effet, que cette expression sera utilisée par le maréchal LYAUTEY au moment de la conquête du Maroc par la France. Seulement le maréchal LYAUTEY, plus conséquent, savait qu'il était nécessaire avant de dominer par les armes.

Ce fut au VIIe Congrès de l'Internationale Socialiste, tenu à Stuttgart en 1917 que la question coloniale fut discutée d'une manière plus approfondie et que les positions réformistes et opportunistes se sont montrées d'une manière plus ouverte.

Dans toutes les questions discutées au Congrès de Stuttgart on a pu voir clairement deux tendances, la tendance opportuniste représentée, surtout, par le délégué hollandais VAN KUL et les délégués allemands BERSTEIN et DAVID, tandis que la position révolutionnaire était représentée par les bolchevistes russes et par les membres de la socialdémocratie de gauche, particulièrement par Rosa LUXE-BURJG. Le premier point de l'ordre du jour fut "Le militarisme et les conflits actuels". Ce point fut l'objet de beaucoup de discussions. La question du militarisme était en effet fondamentale. Les délégations qui adoptaient une attitude de faiblesse en rapport avec le militarisme étaient les mêmes qui défendaient la politique coloniale de leurs gouvernements respectifs. Les liens étroits qui existaient entre la politique agressive et militariste des gouvernements bourgeois et la politique colonialiste étaient de plus en plus évidents. La guerre impérialiste était une guerre pour la conquête de nouvelles terres, de nouveaux marchés. Si le partage colonial était déjà réalisé à cette époque, il y avait encore des régions théoriquement indépendantes comme le Maroc, la Perse, la Mandchourie, etc., où il existait ce qu'on appelait des "zones d'influence", stade préalable à une vraie occupation. A la fin du XIX siècle, il y a toute une série de puissances comme l'Italie, l'Allemagne, le Japon, la Belgique qui entrent aussi dans la concurrence coloniale à côté des anciennes puissances colonisatrices comme l'Angleterre, la Hollande, la France et le Portugal. Il s'agissait maintenant de partager ce qui restait encore ou de lutter pour un nouveau partage des colonies et d'autres pays indépendants du point de vue politique, mais moins développés économiquement et où l'exportation du capital financier contribuait à augmenter les profits des monopoles des pays plus développés. La question de la guerre impérialiste était donc étroitement liée à la question coloniale.

Au point 3 de l'ordre du jour figurait la question coloniale. Le Congrès adopta une résolution sur ce point, résolution qui fut très dur à obtenir. LENINE nous raconte que "les éléments opportunistes, dirigés par le Hollandais VAN KUL, l'ont emporté à la commission du Congrès. Le projet de résolution comprenait une phrase disant que le Congrès ne condamne pas en principe toute politique coloniale qui, sous le régime socialiste, peut jouer un rôle civilisateur ... Au nom de la majorité de la délégation allemande, BERSTEIN et DAVID ont parlé en faveur de la "politique coloniale socialiste" ... ( 4 )

LENINE s'indigne à juste raison contre la possibilité d'une reconnaissance de principe de la politique coloniale de la part des socialistes, ce qui serait " l'alignement pur et simple sur les positions bourgeoises " ( 5 ). LENINE voit, en effet, toute l'importance de ce vote relatif à la question coloniale. Il voit tout le danger que représente pour le prolétariat européen l'adoption des thèses alignées sur celles de VAN KOL, car étant donné que ce n'est plus le travail des ouvriers européens qui entretient toute la société mais celui des indigènes des colonies, il se forme dans certains pays la base matérielle et économique pour l'inoculation d'un chauvinisme colonial au prolétariat de certains pays européens. ( 6 )

Au VIII<sup>e</sup> Congrès Socialiste tenu à Copenhague en 1910 il n'y a pas dans l'ordre du jour de point en rapport avec la question coloniale, quoique ce sujet fut abordé indirectement au point 5 de l'ordre du jour qui traitait sur la "peine de mort ". ( 7 ).

Le problème colonial ne sera plus abordé dans les Congrès qui suivront. ( 8 ).

A mesure qu'on défendait de plus en plus la politique impérialiste de chaque gouvernement, on laissait de plus en plus de côté la question coloniale, car elle était en fait la pierre de touche de la politique impérialiste.

Après la guerre de 1914-18, une Conférence Socialiste tenue à Berne en février 1919 essaya de ressusciter la II<sup>e</sup> Internationale. Mais dans cette Conférence où on lança beaucoup de grands mots humanitaires les socialistes allemands et ceux de l'Entente se sont prononcés pour le maintien des colonies et se sont donc alignés aux côtés de leurs gouvernements respectifs.

LE PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL FACE A LA QUESTION COLONIALE AU MAROC . -

Les défaites coloniales de 1898 étaient encore présentes dans les esprits. Il était difficile d'oublier toute la saignée en hommes et en argent que cette guerre avait coûtée. Les classes populaires ne pouvaient non plus oublier facilement que c'était elles qui avaient dû supporter tout le poids de cette guerre coloniale. Face au mot d'ordre de SAGASTA, "Hasta el último hombre y hasta la última peseta" ( jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière peseta ) ( 9 ), les socialistes espagnols avaient leur propre mot d'ordre : " O todos o ninguno " ( Ou tous ou personne ). Ce mot d'ordre des socialistes pendant la guerre de Cuba fut maintenu tout au long des campagnes militaires au Maroc. L'opposition face à une nouvelle guerre gagnait de plus en plus les couches les plus larges de la population. C'était surtout les secteurs progressistes, républicains, syndicalistes, socialistes, qui s'opposaient à toute aventure militaire, à toute guerre de conquête pouvant entraîner des pertes en vies humaines et des gaspillages en argent.

A partir de 1907, l'opposition à la guerre commence à se manifester d'une manière plus évidente. Dans l'été 1907, trois ouvriers espagnols, six français et deux italiens furent assassinés à Casablanca. La France qui avait envoyé des forces militaires, poussa l'Espagne à envoyer elle aussi des soldats dans l'esprit de la Conférence d'Algésiras qui avait eu lieu l'année précédente. "El Socialista", organe du Parti Socialiste s'est empressé de mettre en garde ; de pousser à lutter contre la guerre, et, dans le cas où il serait impossible d'empêcher celle-ci, le journal exigeait que les riches fissent aussi la guerre, et pas seulement les pauvres : "Empêchons le renouvellement insensé du mot d'ordre néfaste : "jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière peseta" des absurdes guerres coloniales, et imposons le mot d'ordre : "Ou tous ou personne", qui n'est que l'accomplissement strict de la loi". ( 10 ).

En Août 1907, au VIIe Congrès de l'Internationale Socialiste, PABLO IGLESIAS, Secrétaire Général du Parti Socialiste Espagnol, arriva à une entente avec la délégation française pour présenter une résolution commune où l'on condamnait les pratiques de la bourgeoisie qui font couler le sang ouvrier à son profit. D'autre part on chargeait le prolétariat espagnol et français d'empêcher ou d'entraver toute guerre de conquête. Les délégués anglais reçurent aussi la mission d'influencer l'opinion publique anglaise contre la guerre. ( 11 ).

Les délégations espagnole et française arrivèrent à un accord pour mener dans les deux pays en même temps une campagne d'agitation contre la guerre au Maroc. Les deux délégations se mirent d'accord pour signer un manifeste, et pour commencer les réunions politiques par une réunion qui aurait lieu à Paris, où un socialiste espagnol prendrait la parole, et par une autre à Madrid, avec la présence d'un socialiste français. ( 12 ).

Le 6 octobre 1907, la campagne commença. IGLESIAS qui devait prendre la parole au meeting de Paris, fut expulsé par le Gouvernement de CLEMENCEAU et le député socialiste WILLY, qui devait parler à Madrid au nom des socialistes français fut renvoyé à la frontière par le Gouvernement de Boura. ( 13 ).

La campagne eut lieu, et elle dura environ trois mois. On organisa 80 réunions publiques, avec l'intervention de plus de 300 organisateurs. Des conclusions furent présentées au Gouvernement, réclamant que les troupes ne soient pas envoyées au Maroc et que l'on retire celles qui avaient été envoyées à Casablanca. On réclamait également le respect de l'indépendance du Maroc.

En janvier 1938, l'occupation de Mar Chica fut l'objet de protestations de la part de socialistes espagnols. Les socialistes attribuèrent cette intervention de l'Espagne aux pressions de la France. Les grandes manifestations du 1er mai 1937 et du 1er mai 1939 mirent parmi des réclamations fondamentales la protestation populaire contre la possibilité d'une guerre. ( 14 )

Au moment de l'appel pour le service militaire beaucoup de réunions publiques eurent lieu pour demander le service militaire obligatoire ; plus exactement pour demander la suppression du service militaire, mais, en attendant d'y parvenir, on demandait l'abolition de la "redención a metálico", c'est-à-dire de l'exemption du service militaire moyennant argent, par laquelle les fils de familles riches pouvaient se libérer du service militaire moyennant une somme de 1.500 pesetas, tandis que les fils de familles pauvres devaient supporter tout le poids des guerres. Ce système de recrutement fut organisé sous le règne de Carlos III ( 1759 - 1788 ) et il resta pratiquement inchangé jusqu'à 1936. On dressait des listes de jeunes dans chaque région et par un système de tirage au sort on choisissait un cinquième chaque année pour faire le service militaire. Le nom des unités des recrues recevait le nom de "quintas" (traduit littéralement "cinquièmes" ). Ce système de recrutement fut très impopulaire depuis le début. ( 15 ) . Pendant tout le XIX siècle, les seuls qui pouvaient se libérer du service militaire étaient ceux qui avaient de l'argent pour payer à l'Etat. ( 16 ) . La loi de recrutement de 1877 modifiait seulement un peu les lois précédentes. Le montant de la somme à verser pour ceux qui voulaient se libérer du service militaire était de 1.200 pesetas, ce qui signifiait un gros sacrifice économique pour beaucoup de familles ( 17 ) . Beaucoup de jeunes n'avaient pas d'autre issue que l'émigration pour fuir le service militaire.

Dans la politique du Parti Socialiste vis-à-vis de la guerre au Maroc, il faut souligner que la question du service militaire était la pièce clé. L'opposition à la guerre avait, surtout, pour origine l'énorme injustice que représentait le fait que les fils des familles aisées pouvaient se libérer du service militaire moyennant argent. Cette politique du Parti Socialiste touchait un des points les plus sensibles pour les classes populaires. La question du service militaire était un élément mobilisateur d'une puissance extraordinaire. On voit donc comment, devant l'impossibilité d'empêcher la guerre, le mot d'ordre des socialistes devient : "du tous ou personne" ( " o todos o ninguno " ).

L'opposition à la conquête coloniale est donc fonction des souffrances que doivent supporter les classes populaires espagnoles, tandis que les allusions au droit des Rifains à être libres sont plus vagues. On parle du " respect de l'indépendance du Maroc ", ce qui concorde avec la formule de la II Internationale ( Congrès de Stuttgart ) sur " l'indépendance des peuples " et " le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ". Mais l'opposition à la guerre, à l'aventure marocaine tient compte fondamentalement des classes populaires des pays colonisateurs.

Et nous arrivons aux événements de 1909. Rappelons brièvement que BOU HAMARA, connu sous le nom de " EL RUGHY ", qui dominait la région du Nord-Ouest, autour de Taza, arriva à établir des liens avec certains hommes d'affaires espagnols et français. Le Gouvernement espagnol ne reconnaissait pas officiellement EL RUGHY, mais celui-ci qui s'opposait à l'autorité du Sultan, signa en juillet 1907 un contrat avec la " Compañía Española de las Minas del Rif " pour l'exploitation des ressources minières qui se trouvaient près de Melilla. La Compagnie espagnole avait aussi le droit de construire des chemins de fer. Ces contrats n'étaient pas reconnus par le Sultan bien entendu. D'autre part, EL RUGHY entra en conflit avec la cabile des Beni Ouriaghel qui réussit à soulever toutes les tribus de la région contre le pouvoir tyranique du Prétendant. Celui-ci fut finalement vaincu par les forces du Sultan avec l'aide notamment des Beni Ouriaghel.

La politique du Gouvernement espagnol était un peu ambiguë, car tout en appuyant le Sultan, comme autorité légitime, le général MARENA, Commandant Général de Melilla, gardait de bons rapports avec cet opposant au Sultan. Les cabiles des alentours de Melilla, autrefois sous la domination du RUGH, s'opposaient aux travaux d'exploitation dans les mines près de Melilla. Le 9 juillet 1909, six mineurs furent massacrés par les Rifains et cela poussa le Gouvernement espagnol à envoyer des troupes de la Péninsule.

Le Gouvernement de MAURA avait été toujours plutôt partisan du statu quo au Maroc. Pour MAURA il y avait déjà assez de problèmes à l'intérieur pour se lancer dans une aventure extérieure. Mais les pressions de l'armée et de certains groupes de financiers le poussèrent à intervenir au Rif. La France menaçait toujours d'intervenir au cas où l'Espagne se montrerait incapable d'assurer l'ordre dans la zone d'influence attribuée à l'Espagne par la Conférence d'Algésiras.

Les officiers qui étaient pour l'intervention militaire et les financiers ayant des intérêts dans les mines du Rif, comme le chef du Parti Libéral, le Comte de ROBAMIES, poussèrent le Gouvernement à intervenir militairement. Les communiqués officiels du Gouvernement essayaient de rassurer l'opinion publique en présentant l'intervention au Maroc comme une simple " affaire de police ".

Pour les socialistes il était difficile de s'exprimer par les voies légales. On n'avait d'autre issue que de s'exprimer dans la rue. Le 28 juin, le Comité National du P.S.O.E. publia un manifeste où l'on appelait les ouvriers à s'opposer par tous les moyens légaux à l'envoi des troupes. On réclamait d'autre part l'abolition de la " redención a metálico ". A mesure que les combats du Rif devenaient plus graves, la propagande bourgeoise essaya de rallier l'opinion publique à la cause de l'intervention au Maroc, présentant l'affaire comme une question " d'honneur national " ; celui-ci avait été " outragé " par les " Maures " et il fallait le venger. La réaction se servait des mêmes mythes que dans le passé pendant les guerres de 1859-60 et de 1893 contre le Maroc, où il s'agissait aussi de venger " l'honneur offensé ".

Un décret Royal publié au Journal Officiel le 11 juillet appelait les réservistes au service actif. Le Gouvernement décida d'envoyer le 3ème Régiment de Chasseurs dont la plupart des bataillons n'étaient pas en service actif. Mais même ces bataillons manquaient de beaucoup d'hommes et, pour les compléter, il fallut appeler au service actif des unités de réserve, formées pour la plupart par des hommes de zones urbaines. Les unités de réserve manquaient d'hommes et pour former un bataillon de chasseurs il fallut appeler les classes de la deuxième réserve qui correspondait à 1905. Leurs hommes n'avaient pas touché un fusil au cours des quatre dernières années. Dans ces conditions ces soldats, si mal instruits, et si mal équipés d'ailleurs, étaient envoyés à une mort certaine. ( 10 ).

Les pressions économiques que devaient supporter les classes populaires, et la propagande socialiste et anarchiste, contribuèrent à soulever les esprits. On n'était pas prêt à mourir pour défendre les intérêts d'une oligarchie corrompue ni pour satisfaire les ambitions et les désirs de gloire d'une armée voulant récupérer à tout prix son prestige perdu.

La troisième Brigade cantonnée à Barcelone comprenait aussi des hommes d'Aragon et de Valence. La protestation contre la guerre se répandit bientôt dans ces régions. Vers la mi-juillet l'opposition à la guerre atteignit aussi le centre du pays, quand le ministre de la guerre, LINARES, ordonna la mobilisation de la Première Brigade Mixte, cantonnée à Madrid. ( 11 ).

Les réservistes qui devaient servir dans le 3ème Régiment de Chasseurs furent enrôlés à Barcelone, le 11 juillet. Cinq jours plus tard ils commencèrent à arriver à Melilla. Mais d'autres milliers de réservistes étaient aussi appelés sous les drapeaux. Pour la plupart c'étaient des hommes mariés, avec des enfants, et les familles ne recevaient aucune pension de la part du Gouvernement ; femmes et enfants restaient dans la misère.

La campagne des socialistes commença à Madrid. Le 11 juillet ils organisèrent un grand meeting contre la guerre et IGLESIAS fut impliqué dans un procès. Pendant les jours suivants, diverses actions antimilitaristes eurent lieu dans le port d'embarquement à Barcelone.

Un groupe de réservistes devait quitter Madrid le 20 juillet, mais leur départ fut retardé par de nombreux manifestants, pour la plupart des femmes qui occupèrent la gare en s'asseyant sur les voies ferrées.

Le mercredi 21 juillet eut lieu à Terrasa un meeting d'ouvriers où l'on adopta la résolution suivante présentée par FABRA RIBAS :

- " Considérant que la guerre est une conséquence fatale du système de production capitaliste,
  - " Considérant également que sous le système espagnol actuel seulement les travailleurs sont ceux qui vont faire la guerre déclarée par la bourgeoisie, l'Assemblée proteste énergiquement :
  - 1<sup>o</sup> Contre l'action du Gouvernement espagnol au Maroc,
  - 2<sup>o</sup> Contre les procédés de certaines dames de l'aristocratie qui outragent les sentiments des réservistes, de leurs femmes et de leurs enfants, en leur offrant des médailles et des scapulaires au lieu de leur procurer les moyens de subsistance dont ils sont privés à cause de l'éloignement du chef de famille.
  - 3<sup>o</sup> Contre l'envoi à la guerre de citoyens utiles à la production et qui sont en général indifférents au triomphe de la Croix sur le Croissant, quand on pourrait former des régiments de curés et de moines qui non seulement sont plus directement intéressés au triomphe de la religion catholique, mais n'ont ni famille ni foyer, et ne rendent aucun service à la nation,
- Contre l'attitude des députés républicains qui n'ont pas profité de l'immunité parlementaire pour se mettre à la tête des masses dans leur protestation contre la guerre.

Elle demande que la classe ouvrière concentre toutes ses forces au cas où il serait nécessaire de déclarer une grève générale pour obliger le Gouvernement à respecter le droit des Marocains à garder intact l'indépendance de leur pays ". ( 20 )

La position du Parti Socialiste était cependant assez prudente devant la possibilité d'abandon d'une politique traditionnellement modérée. Mais à partir de la concentration du 18 juillet, PABLO IGLESIAS changea d'attitude en faisant comprendre que la cible des rifles des soldats espagnols ne devrait pas être le Rif, mais le Gouvernement même. " S'il était nécessaire " -dit-il -" les travailleurs iront à une grève générale avec toutes ses conséquences ". (21)

Cette menace eut des échos dans des concentrations socialistes à Bilbao et à Barcelone.

Mais ce fut à Barcelone que le Parti Socialiste se montra le plus efficace, Barcelone étant un des ports où l'on embarquait les soldats pour le Maroc. La campagne socialiste était axée sur l'antimilitarisme. Antonio FABRA RIBAS, leader socialiste

catalan, put organiser toute une série de meetings à Barcelone et dans toute la région en mobilisant la Fédération Socialiste Catalane.

La Fédération avait fixé son Deuxième Congrès, au samedi 18 juillet. Le deuxième jour du Congrès, le sujet central fut la guerre du Maroc. Les délégués approuvèrent une résolution où l'on présentait la guerre du Maroc comme un produit de la lutte des classes, provoquée par le Gouvernement de MAURA qui n'était que " l'ennemi du prolétariat et le représentant des intérêts bourgeois, maintenant plus que jamais ".(22)

Comme à Madrid, les socialistes catalans brandirent cette fois aussi la menace de la grève générale. D'autre part, les socialistes catalans s'efforçaient de calmer les élans des anarchistes qui voulaient se lancer dans l'action immédiate. La situation à Barcelone était plus explosive qu'à Madrid, et les socialistes ne voulant pas se trouver débordés à leur gauche, FABRA RIBAS essayait d'influencer les positions plus modérées de PABLO IGLESIAS, chef du Parti Socialiste. La classe ouvrière catalane, beaucoup plus nombreuse que celle de Madrid, avait de plus une plus grande expérience et tradition de lutte. La population de Barcelone était d'ailleurs plus sensible aux scènes d'embarquement des troupes, car les souvenirs de la guerre de Cuba étaient encore vivants dans la mémoire des gens. Les bateaux dans lesquels les troupes s'embarquaient étaient, cette fois encore, la propriété du Marquis de COMILLAS. ( 23 ).

Ce qui mit le feu aux poudres, ce fut la distribution des médailles et des cigarettes aux soldats par les dames de la bonne société. Ces dames étaient les mêmes dont les fils pouvaient se libérer du service militaire moyennant 1.500 pesetas. Quelques soldats écoeurés jetaient leurs médailles dans l'eau, tandis que la foule commençait à crier : " Jetez vos fusils !", " Laissez les riches y aller !", " Tous ou personne !" " Laissez les curés y aller !" " A bas COMILLAS !". ( 24 ).

Le déroulement des événements dans les jours suivants prouva qu'il était possible de canaliser les sentiments des masses pour produire des changements dans la politique du pays. La situation telle qu'elle se présentait pouvait mener les dirigeants ouvriers à envisager même la possibilité d'une révolution.

Nous n'allons pas parler ici de la "Semana Trágica " de Barcelone, car le déroulement des événements est hors de notre sujet ; il suffit de dire que ce mouvement révolutionnaire fut, comme on le sait, détourné de ses buts véritables pour devenir un mouvement anticlérical où les masses déchargèrent leur colère et leur indignation en brûlant des couvents. Ceci ne mettait pas en danger les structures sociales et politiques et la démagogie des radicaux rendit de nouveau un grand service à la classe dirigeante.

L'organisation de la grève générale que les socialistes avaient décidé de déclencher pour le 2 août, fut dépassée par les événements. La plupart des responsables de l'organisation de la grève générale furent jetés en prison avant de pouvoir agir. De longues années d'une politique modérée de la part du Parti Socialiste trouva les masses dépourvues d'une stratégie révolutionnaire. Le désordre et le manque d'organisation régnaient partout. Dans ces conditions, il était facile aux éléments radicaux d'entraîner les classes populaires dans des actions où elles pouvaient bien défouler leur colère sans pour autant mettre en cause l'ordre social établi.

Nous pouvons noter dans la Déclaration présentée par FABRA RIBAS le 21 juillet 1909 des aspects révolutionnaires de classe. En premier lieu, on estime que la guerre est une conséquence fatale du système de production capitaliste, constatant en même temps que ce sont seulement les ouvriers qui font la guerre déclarée par la bourgeoisie. D'autre part, on demande à la classe ouvrière d'aller à la grève générale pour obliger le Gouvernement " à respecter les droits des Marocains à garder intacte l'indépendance de leur pays ". Ce dernier point nous semble très important car nous trouvons

ici exprimé pour la première fois un geste de solidarité du prolétariat du pays colonisateur face aux populations du pays colonisé. Mais des expressions de ce genre ne furent pas suivies par des actions conséquentes. Au fait, il s'agissait des déclarations isolées, non maintenues de manière constante et persistante, de sorte que leur effet sur les masses populaires fut presque nul. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, la mobilisation socialiste contre la guerre se faisait en fonction de l'injustice du système du service militaire, c'est-à-dire en fonction des souffrances du soldat espagnol.

Il nous semble que les positions du Parti Socialiste Espagnol en relation avec le problème colonial étaient proches de celles de KAUTSKY au sein de la IIe Internationale et de celles des socialistes français, particulièrement de JAURES. Celui-ci proposait le rayonnement de l'influence française parmi les tribus marocaines pour que celles-ci, persuadées des bienfaits et du bien-être procurés par la domination française arrivent à se soumettre volontairement. Il s'agit donc d'une conquête par la persuasion ou de ce qu'on appelle " pénétration pacifique ". ( 25 ).

Les positions du Parti Socialiste évoluent au cours des années. L'opposition contre la guerre du Maroc fut beaucoup plus violente alors, qu'elle ne le fut par la suite. En 1909, IGLESIAS lui-même, pourtant modéré, lançait les masses ouvrières à une grève générale contre la guerre au Maroc. En 1909, les socialistes espagnols comme les socialistes français étaient contre la guerre considérée comme une conséquence du capitalisme. La Ière Guerre Mondiale marqua la rupture entre la IIe Internationale et le Groupe dont le chef de file était LENINE qui formera plus tard la IIIe Internationale. L'Espagne étant neutre dans le conflit européen, le Parti Socialiste espagnol n'eut pas à se déchirer entre une option ou l'autre, mais l'on sait bien que Pablo IGLESIAS suivi d'autres membres influents du Parti étaient de coeur avec les alliés considérés comme les représentants de la " démocratie " face à l'Allemagne considérée comme représentante de la " réaction ". ( 26 ). En ceci les socialistes espagnols partageaient les mêmes points de vue que les républicains ( 27 ), et même s'ils n'ont pas combattu dans la guerre mondiale, leurs sympathies allaient du côté franco-anglais. Le groupe d'IGLESIAS en se plaçant moralement à côté d'un des deux camps, abandonnait ses positions antimilitaristes traditionnelles et admettait le bon droit de certaines puissances bourgeoises. Ce jugement d'ordre moral allait à l'encontre de l'analyse marxiste sur la guerre comme conséquence du système de production capitaliste.

Etant donné que le problème du militarisme, le problème de la guerre est étroitement lié au problème colonial, il est évident que les positions du Parti Socialiste Espagnol devinrent aussi moins violentes en relation avec la question coloniale. Les socialistes espagnols n'ont pas arrêté leurs attaques contre le militarisme espagnol. En effet, ils ont toujours protesté vivement contre l'intervention des militaires dans les affaires civiles, mais l'opposition au colonialisme était de leur part une opposition à la guerre, à l'envoi des troupes de la Péninsule. A partir de 1909, cette opposition à la guerre s'est faite par des meetings, par des interpellations au Parlement ( 28 ).

Les socialistes espagnols s'opposaient donc à la conquête militaire, à l'envoi des troupes, à la guerre, mais dans les périodes d'accalmie la mobilisation des masses s'affaiblissait considérablement.

Le Gouvernement après l'expérience de 1909 essaya aussi d'éviter, dans la mesure du possible, l'envoi des troupes de la Péninsule. En juin 1911, on organisa le premier groupe de " Regulares " qui était un corps de l'Armée formé par des soldats Riffains au service de l'Espagne. Le corps de " Regulares " dont les officiers et les sous-officiers étaient des Espagnols, constituait une véritable chair à canon ; grâce à eux on pouvait épargner les vies des soldats espagnols et faire taire les protestations de ceux qui s'opposaient à l'aventure marocaine.

Les événements de 1909 eurent aussi comme conséquence une réforme dans le système de recrutement de l'armée. Cette réforme, très limitée, fut l'oeuvre du général LUQUE, Ministre de la guerre dans les années 1911-12. Cette nouvelle loi de 1912 ne constitua pas l'abolition du système de " redención a metálico ", mais dorénavant tous les recrues furent soumis à cinq mois de service militaire au minimum. Après ces cinq mois de service, ils pouvaient se libérer du service militaire moyennant la somme de 2.000 pesetas. D'autre part, ceux qui avaient servi dix mois pouvaient se libérer en payant 1.500 pesetas. Cette loi essayait de pallier l'injustice traditionnelle du système de recrutement en rendant le service militaire obligatoire pour tous, car même ceux qui payaient pour s'en libérer devaient rester sous les drapeaux au moins pendant cinq mois. Mais ceux qui pouvaient payer étaient ceux qui avaient des amitiés bien placées pour leur permettre de rester dans la Péninsule pendant leur bref passage dans les casernes.

En outre, le Gouvernement essaya également d'appliquer ce qu'on appelait " la politique des cabiles ", c'est-à-dire essayer de gouverner avec les notables, les attirant avec de l'argent et des honneurs.

Pendant les années de la guerre mondiale, la France avait été obligée de négliger la pénétration militaire dans sa zone de Protectorat, mais après la fin des hostilités, on assiste à une reanimation militaire dans la zone française. Ceci poussa l'Espagne à intervenir elle aussi d'une manière plus active dans le Riff. A partir de 1919, avec la nomination du Général BERENGUER comme Haut-Commissaire au Maroc, et la nomination du Général FERNANDEZ SILVESTRE, comme Commandant Militaire de la place de Melilla, les choses commencent à changer, et on assiste à une réactivation de l'action militaire. C'est à ce moment là qu'eut lieu la révolte d'ABD-EL-KRIM EL-KHATTABI contre le colonialisme espagnol. Pour SILVESTRE, il fallait avancer à tout prix. Mais ces avances qu'on voulait montrer devant l'opinion publique comme de vrais exploits militaires, n'étaient en fait, la plupart du temps, que des avances qui se réalisaient avec l'aide des chefs de la région, achetés par l'Espagne, et grâce à la passivité des populations qui semblaient dans la misère la plus atroce à cause des mauvaises récoltes et à qui on distribuait des sacs d'orge. ( 29 ). Au moment où ABD-EL-KRIM alluma la révolte contre l'Espagne, le seul moyen de pouvoir poursuivre l'occupation du territoire était l'occupation par les armes. SILVESTRE savait que le foyer de la révolte était Alhoceimas, à Ajdir, dans la cabile des Beni Duniaghel, et il se proposa d'aller au coeur de la révolte pour la mater. La défaite d'Annoual en juillet 1921 et l'écroulement qui suivit, de tous les postes occupés par les Espagnols, coûta à l'Espagne des milliers de victimes et des pertes immenses de matériel.

Quelles furent les positions du Parti Socialiste face à cette guerre coloniale et face à la révolte riffaine ?

A partir du moment où la pression de l'armée mena à une réactivation de l'action militaire, le Parti Socialiste entreprit lui aussi une action contre la guerre au Maroc. Déjà avant les événements de juillet-août 1921, les socialistes se livrèrent à une propagande contre la guerre du Riff. Ainsi dans la manifestation du 1er mai 1921, qui eut lieu à Madrid, une des revendications fondamentales des socialistes fut l'arrêt de la guerre au Maroc. ( 30 ). D'autre part, la Commission Exécutive du Parti Socialiste lança un appel à toutes les Sociétés Ouvrières et au prolétariat en général où l'on proteste à cause " des millions gaspillés dans " L'Aventure du Maroc ... qu'on devrait employer pour nos chemins de fer, nos ports, nos routes, notre enseignement, pour une politique d'assistance sociale telle que les nations européennes développent aujourd'hui ... " ( 31 ).

Toujours pour la manifestation du 1er mai 1921, on lança un appel aux travailleurs madrilènes demandant la fin de la guerre du Maroc. Les socialistes se dressaient contre les arguments brandis par le gouvernement selon lesquels l'Espagne

remplissait une " mission civilisatrice " au Maroc. Pour les socialistes étant donné la misère de l'Espagne, l'abandon dans lequel se trouvent les terres, le manque de culture du peuple espagnol, " l'affirmation selon laquelle l'Espagne accomplit une mission civilisatrice ", leur semble " un sarcasme ", ( 32 ). Les socialistes s'attachent aux chefs qui commandent l'armée en Afrique qui " sont en train d'écrire des pages de gloire dans l'histoire des conquêtes espagnoles ... ", car c'est " ... en pillant des adouars, en détruisant des hameaux, en versant des tonnes de dynamite des avions sur les habitations des gens des cabilos " que l'Espagne "est en train d'imposer en Afrique la civilisation qui rapporte tellement de profits aux capitalistes de tout bord..."(33).

De nouveau on rappelle au prolétariat le système injuste du service militaire car malgré la réforme de 1912, ce sont toujours les fils des ouvriers qui sont envoyés au Maroc, tandis que les "soldados de cuota " (ceux qui payaient une somme d'argent pour se libérer du service militaire après avoir servi seulement pendant quelques mois ) n'étaient jamais soumis au tirage au sort ( 34 ) .

Lors des événements d'Annoual la presse fut soumise à la censure en rapport avec tout ce qui touchait la guerre au Maroc. La presse socialiste s'élève contre l'attitude du Gouvernement qui cache à l'opinion publique les graves événements qui s'étaient produits depuis quelques jours. (35). En effet, le Gouvernement avait peur des possibles réactions dans le pays devant l'ampleur de la catastrophe "la page la plus honteuse jamais écrite jusqu'à présent dans l'histoire coloniale des peuples modernes" (36). Mais, justement le peuple n'a pas réagi avec la violence à laquelle on pouvait s'attendre. Les socialistes se plaignaient de cette attitude d'indifférence et de résignation de la part des classes populaires. On se rappelle avec nostalgie des violentes campagnes de 1909 : "... A cette époque là (en 1909), les nouvelles d'Afrique servirent de stimulant pour des campagnes publiques dont on se servait pour faire une propagande des idées. Maintenant, comme si rien ne s'était passé. Bref, l'affaire est close. Quelques récompenses aux familles des victimes ... étoufferont leurs plaintes, en attendant une nouvelle surprise qui ne tardera pas à venir ..." (37).

C'est seulement à partir de 1922 que la presse socialiste commence à se féliciter d'un changement d'attitude dans l'opinion publique : "Depuis quelque temps il semble que la conscience nationale se réveille de sa léthargie ... Il est évident que nous avons beaucoup progressé depuis l'été funeste de 1921 date à laquelle les Maures mirent en déroute une Monarchie que nous autres Espagnols n'avons pas encore été capables de battre ... Aujourd'hui après la propagande efficace menée par tous les hommes véritablement libéraux ... le peuple espagnol est arrivé à sentir dans ses entrailles l'éternel coup de fouet de l'agitation spirituelle, stade précurseur de grands cataclysmes révolutionnaires ... On entend partout un sourd murmure de haine, des cris fracassants des gens qui demandent justice " ( 38 ) .

Pendant l'année 1923, on reparle encore une fois de l'occupation de Alhoceimas. Le Gouvernement, pressé par les militaires, spécialement par MARTINEZ ANIDO, examine la possibilité d'occuper cet endroit du Riff, et la presse socialiste s'élève vigoureusement contre ces plans militaires car " l'occupation de nouveaux territoires entraînera l'existence d'une troupe plus nombreuse, de nouvelles dépenses, un plus grand nombre de victimes, car la haine des Maures aux nôtres contribuera seulement à augmenter "el paqueo" (39), ainsi que l'astuce de leurs chefs et de leurs petits chefs nous mènera à continuer à verser là bas des sacs et des sacs d'argent..." ( 40 ) .

En lisant la presse socialiste de cette époque, on constate que les arguments des socialistes contre cette guerre se répètent plus ou moins dans les différents articles consacrés à ce problème. Ainsi nous avons vu que les critiques portent sur le caractère immoral et injuste de cette guerre : gaspillages en argent, des

milliers de victimes qui même les socialistes à dire que le Maroc est " le tombeau de l'Espagne " ( 41 ), mais on ne trouve pas d'indication sur la position des socialistes vis-à-vis d'ABD-EL-KRIM. Pour les socialistes, cette guerre doit finir " Par humanité, par dignité et par honnêteté " (42). La manière de s'exprimer des socialistes en parlant des Riffains illustre un peu la manière qu'ils avaient de considérer le Riffain. Nous trouvons très souvent les expressions " nature belliqueuse " " caractère astucieux", en se référant aux Riffains. Ce sont les mêmes expressions que l'on peut trouver dans la presse bourgeoise. Les socialistes soutiennent toujours le principe du "droit à l'indépendance du Maroc ", mais on sent que ce principe n'était qu'une affirmation purement routinière, car au fait, on ne trouve à aucun moment de déclaration nette sur le caractère juste de la lutte menée au Riff par ABD EL KRIM EL KHATTABI. Les socialistes ne voulaient en fait être accusés d'antipatriotes. Leurs attaques contre la guerre au Riff étaient faites au nom du patriotisme, du bonheur du peuple espagnol. Se placer du côté d'ABD EL KRIM, montrer des sympathies vers la cause riffaine aurait mené les classes dirigeantes à accuser les socialistes de "trahison" à l'Espagne. Mais cette attitude modérée des socialistes correspondait davantage à leur propre vision du problème qu'à la peur d'être accusés de traîtres par le pouvoir. En effet, pour eux les Riffains ont aussi le droit à l'indépendance "même s'ils ne raisonnent pas ", comme avait dit une fois PABLO IGLESIAS dans un discours à Valence lors de campagne contre la guerre au Maroc en 1909 ( 43 ). Mais la propagande socialiste ne tient pas à dépasser certaines limites ; on tient à mener une action positive mais sans "extravagances" (44). Dans ce sens, il est intéressant d'examiner la position des socialistes lors des événements de Malaga qui eurent lieu au mois d'août 1923, où des soldats se sont soulevés à l'occasion de l'embarquement des troupes en direction de Melilla. Les socialistes essayent de montrer le soulèvement comme quelque chose de spontané et l'on demanda au Gouvernement d'être indulgent vers " ces jeunes inconscients qui dans un moment d'indignation et sans savoir la responsabilité de leur action se sont laissé prendre dans le filet du Code de Justice Militaire..." (45). On avait dit que derrière la sédition de Malaga il y avait la propagande communiste, mais les socialistes tiennent à affirmer que ce soulèvement ne fut que le produit de tout un état d'opinion contraire à la guerre du Maroc (46). En présentant la sédition de Malaga comme l'action désorganisée d'un groupe de "jeunes inconscients", les socialistes cherchaient à obtenir une certaine indulgence à l'égard des soldats soulevés, mais ils cherchaient encore à assurer les gens que le mouvement séditieux n'était non plus le résultat de la propagande socialiste qui ne voulait pas lancer les soldats dans des actions "extravagantes" (47).

Il nous semble qu'au sein du Parti Socialiste il y a surtout deux tendances en ce qui concerne le problème marocain. Le groupe IGLESIAS et les vieux dirigeants ouvriers du Parti maintiennent une ligne assez cohérente en rapport avec leur propre vision du problème : ils sont contre la guerre, contre la conquête militaire, et pour l'abandon du Protectorat. Si l'action des socialistes est devenu plus modérée au cours des années, ils maintiennent toujours les mêmes principes exprimés dans la presse, dans des discours, des conférences, des meetings. Mais nous pouvons constater qu'au sein du Parti Socialiste coexiste encore une autre tendance, celle représenté notamment par PRIETO. Les positions de celui-ci sont, en effet, proches de celles soutenues par les républicains. Dans des déclarations faites par PRIETO à un journaliste de "El Pueblo Vasco", il soutient : "Il est évident que les difficultés de notre action au Maroc deviendront chaque jour plus grandes. Il y a eu une erreur depuis le début : on n'a pas compris la mission qui nous avait assigné par les Traités, mission qui était la seule compatible avec les possibilités et la bienséance nationales, c'est-à-dire, l'établissement d'un Protectorat. Nous autres, ou plutôt les éléments qui nous gouvernent, nous avons changé le protectorat par la conquête. On a voulu dominer uniquement par la force des armes..." ( 48 ). Il accuse l'armée d'être à l'origine de cette erreur, car l'armée "faute de souplesse due à des caractéristiques d'une fierté peut-être raciale n'a pas su s'adapter à cette action si subtile et si complexe telle que celle-ci toute récente à laquelle on attribue le qualificatif de protectorat. Il est trop tard pour rectifier ... " (49).

Nous allons parler encore de la position de PRIETO par rapport au problème marocain en faisant allusion au fameux discours qu'il prononça au Parlement les 21 et 22 novembre 1922, au moment où l'on examina l'enquête menée par le général PICASSO sur les événements qui avaient eu lieu dans le Riff pendant les mois de juillet et d'août 1921. PRIETO qui faisait partie de la Commission désignée par le Parlement pour s'occuper de l'enquête menée par le général PICASSO, parla au nom de la minorité socialiste du Congrès.

Le discours de PRIETO au Parlement est plutôt une diatribe contre l'armée, contre l'incapacité, la lâcheté, la corruption des officiers responsables d'une telle catastrophe. Il s'attaque particulièrement aux hauts chefs au Maroc, comme le Haut commissaire BERENGUER et le général SILVESTRE, responsables directs de la défaite. Il accuse aussi le Gouvernement de négligence, de faiblesse, d'être en fait sous la coupe des militaires. Les accusations vont jusqu'au Roi lui même (50).

PRIETO critique la fameuse "Ley de Jurisdicciones" (51) qui accorde à l'armée des pouvoirs énormes et les défaillances du Parlement, incapable de demander des comptes sur l'investissement de l'or versé pour l'aventure militaire au Maroc, ce qui est " incompatible avec notre esprit national, incompatible avec notre modeste économie, et contraire à la mission qui nous a été assignée dans ces terres par les Traités" (52). Cela revient non seulement à l'acceptation ouverte de ces Traités, mais encore à s'aligner décidément sur leur esprit.

Dans le discours de PRIETO, on attaque le gaspillage d'argent, la mauvaise politique coloniale qui fait des victimes parmi la population, mais PRIETO ne critique pas l'armée en tant qu'instrument d'une classe pour opprimer le peuple mais en tant que corps incapable de "remplir sa seule mission : faire la guerre" ( 53 ).

Il n'y a pas un seul mot dans tout le discours où l'on mette en cause la présence de l'Espagne au Maroc ; on condamne seulement la manière dont on y est allé. PRIETO demande surtout des "responsabilités", il demande que ceux qui furent les responsables de la défaite soient sévèrement punis. Puisqu'il s'attaque surtout aux militaires, il demande la fermeture immédiate de toutes les Académies militaires, la dissolution du Corps d'Intendance, considéré comme étant l'arme où il y avait le plus de corruption, le plus d'abus, le plus de vols, de détournement de fonds. Il demande également l'abolition de la "Ley de Jurisdicciones". Pour lui, "l'instruction des officiers, telle qu'elle se fait en Espagne, a montré son échec à Anjoual, Dar-Drious, Mont-Arrouit, Zelouan, Nador, Melilla ; c'est l'évidence même de l'échec d'une instruction incapable de préparer les corps d'officiers aux vertus et aux devoirs du commandement " ( 54 ).

Il ne met pas en cause l'institution de l'armée elle-même, mais la situation où elle se trouve en Espagne. Il préconise donc la réforme de l'Armée. Il faut la rendre plus démocratique : "l'officier doit être formé parmi la troupe, sortir de ses rangs, l'action de l'école se limitant à compléter et à perfectionner sa technique", plus morale, plus efficace, plus moderne, comme les autres armées européennes. PRIETO ne fait pas une critique de l'armée comme instrument d'une classe. Toutes ses considérations sont plutôt d'ordre moral : cette armée, incapable et corrompue est un deshonneur pour la nation, pour la Patrie. Il rend même hommage aux officiers qui occupèrent leur place dans le combat, à ceux qui n'ont pas fui devant l'ennemi et qui se sont battus courageusement, remplissant leur devoir patriotique ( 55 ). Les positions de PRIETO devaient en quelque sorte gêner ou embarrasser certains responsables de la vieille garde socialiste, car en commentant le discours de PRIETO prononcé le 4 juillet 1923 au Parlement, "El Socialista" déclarait à propos de ce discours : "... Ce fut un discours plein de sens politique, de tons d'une profonde sérénité... l'Espagne vit des moments d'une profonde transformation et parce que notre Parti en est parfaitement conscient il veut canaliser cet état d'opinion qui est fort délicat, en traitant les problèmes politiques actuels avec beaucoup de tact, en essayant d'éviter le vacarme et la vulgarité, dans le désir de faire quelque chose de sérieux et de grande portée afin de satisfaire les aspirations de justice ressenties par le peuple espagnol " ( 56 ).

Cette présentation du discours de PRIETO était une sorte de justification. En fait, le Parlement n'était pas la rue, et dans le Parlement il fallait utiliser un ton mesuré, serein, évitant " le vacarme et la vulgarité " propres aux manifestations de rue. On explique donc le discours de PRIETO comme étant une intervention qui peut servir de manière plus efficace les buts recherchés par les socialistes.

Un des personnages socialistes qui s'est le plus préoccupé des affaires marocaines fut JULIAN BESTEIRO. Déjà dans les années 1911 - 1912, BESTEIRO qui habitait Tolède où il était agrégé dans un Lycée, envoya au Journal " El Radical " toute une série d'articles contre la guerre du Maroc et la politique du régime en rapport avec l'armée ( 57 ).

Dans la séance qui eût lieu le 24 novembre 1918 du Congrès du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, sur proposition du Comité National, BESTEIRO rédigea une déclaration contre la guerre du Maroc et contre la politique personnelle du roi. Dans cette déclaration on exprimait le désir qu'à l'occasion du Congrès de la Paix, où les pays alliés mettraient en pratique les fameux 14 points de WILSON, Président des Etats-Unis, l'Espagne et les pays qui occupaient le Maroc dussent renoncer à la guerre, et établir un régime de respect et de liberté pour les habitants de ce territoire ( 58 ). Si jusqu'à présent, les déclarations faites par le Parti Socialiste sur le droit à l'indépendance du Maroc furent toujours vagues et confuses, à partir de ce jour les déclarations sur le droit à l'indépendance furent faites dans le même esprit que la déclaration en 14 points du Président WILSON. BESTEIRO était au sein du Parti Socialiste le personnage qui représentait cette tendance s'alignant à côté de la socialdémocratie française et des travaillistes britanniques. En ce sens nous semble très important le document rédigé par BESTEIRO et approuvé à l'unanimité lors de la réunion au Palais-Bourbon de Paris, dans une des salles de la Chambre des députés, le 28 juillet 1925. Dans cette réunion étaient représentés les délégués des Partis Socialistes Anglais, français et espagnol. Nous donnons le texte de cette déclaration qui nous semble particulièrement intéressante :

" Les délégués du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, du Parti Travailleste Britannique et du Parti Socialiste Unifié, réunis afin d'examiner la situation créée par les événements du Maroc, réclament des gouvernements intéressés une action immédiate pour le rétablissement de la paix.

" Ils demandent la publicité des conditions déterminées par l'Espagne et par la France ; ils demandent que ces conditions soient l'objet d'une communication la plus directe et la plus rapide possible, au Chef riffain ABD EL KRIM ; elles demandent aussi à celui-ci de donner une réponse claire sur les possibilités immédiates de discussion et d'accord.

" Ils estiment que la meilleure manière de conclure la paix est d'entamer le plus loyalement possible ces relations, sous le contrôle de l'opinion publique internationale. Dans le fond, ces négociations doivent avoir comme but principal :

1) L'indépendance du Riff reconnue par l'Espagne.

2° Une rectification des frontières, consentie par l'Espagne et par la France afin de faciliter les accords indispensables, tant du point de vue de l'approvisionnement, que de l'organisation économique du Riff. Les délégués socialistes de la France, de l'Espagne et de la Grande Bretagne demandent l'arrêt immédiat des opérations militaires dès que les négociations de paix seront entamées.

" Ils déclarent qu'en cas de différend sur des points particuliers, l'Espagne, la France et le représentant du Riff, ABD EL KRIM, doivent accepter de soumettre leur différend à l'arbitrage de la Société des Nations.

" Une fois la paix signée, celle-ci sera enregistrée par la Société des Nations où l'Etat riffain pourra entrer s'il le désire.

" Les délégués socialistes déclarent en outre qu'ils considèrent le problème marocain comme faisant partie de ceux où la Société des Nations a le droit d'intervenir.

" A partir de maintenant et en attendant que la paix soit signée, la Société des Nations doit veiller à ce que les traités internationaux soient respectés. Ceux-ci comprennent la libre circulation des missions sanitaires dans les territoires en guerre, l'application des règles adoptées contre la contrebande d'armes et contre certaines formes de la guerre qui sont odieuses, telles l'utilisation des gaz toxiques et le traitement inhumain des prisonniers et des blessés de guerre.

Dans l'avenir la Société des Nations a le devoir de prévoir l'application d'un régime analogue à celui des mandats qu'elle a déjà mis en place.

" Aux problèmes mentionnés, il faut ajouter la question de l'internationalisation des détroits, la seule susceptible d'harmoniser les intérêts généraux des peuples et de libérer les nations des concurrences de prestige et d'égoïsme économique qui sont particulièrement dangereuses. L'économie collective mondiale exige, aussi bien en vue d'un régime de production organisé que pour le partage mondial des matières afin de freiner les appétits capitalistes et d'en éliminer les conséquences meurtrières, que la Société des Nations puisse intervenir dans ces problèmes économiques dont le manque de solution empêche qu'il y ait dans le monde une paix assurée et stable " ( 59 ).

Cette déclaration intervient à un moment où les forces d'ABD EL KRIM ont un avantage considérable sur la France et l'Espagne. On sait que la lutte riffaine était un puissant élément mobilisateur pour les masses arabes colonisées. Il y avait donc un danger réel de contamination à d'autres régions de l'Afrique du Nord dominées par les Français ainsi qu'au Moyen Orient Arabe sous la coupe britannique ou française. Dans ces conditions il valait mieux signer une paix avec ABD EL KRIM, l'avoir comme ami et comme membre à part entière de la Société des Nations. Cela visait à neutraliser le mouvement d'ABD EL KRIM, le faire entrer dans l'ordre des puissances qui contrôlaient la Société des Nations.

La Société des Nations n'était en fait qu'une alliance de grandes puissances capitalistes pour la défense de leurs intérêts. Les petits pays comme l'Espagne ne pouvaient qu'être soumis aux décisions de grandes puissances. La présence d'un délégué britannique à la séance du Palais Bourbon, quand l'Angleterre n'était pas partie directement impliquée dans l'affaire, prouve à quel point les socialistes espagnols servaient les intérêts colonialistes d'autres puissances, puisque les délégués socialistes britanniques, on le sait, défendaient dans ce cas les intérêts de certains groupes financiers anglais. L'Angleterre craignait le renforcement de la France en Afrique du Nord. C'était grâce à l'Angleterre que l'Espagne possédait sa zone d'influence côtière, l'Angleterre ne voulant pas que de l'autre côté du Détroit s'établisse une puissance comme la France. Mais si l'Espagne n'était pas capable d'écraser la révolte riffaine et de s'imposer dans sa zone de Protectorat, la France pourrait bien occuper sa place, ce que l'Angleterre voulait empêcher par tous les moyens. D'où l'intérêt pour elle de porter l'affaire riffaine devant la Société des Nations, d'où cet intérêt d'internationaliser l'affaire.

Il nous semble qu'un des points le plus importants de cette déclaration est celui où l'on dit : " Dans l'avenir la Société des Nations a le devoir de prévoir l'application d'un régime analogue à celui des mandats qu'elle a déjà mis en place". On n'ignore pas ce que représente le régime des mandats : un partage colonial des colonies des vaincue entre les puissances victorieuses ( 60 ). Les délégués socialistes en déclarant que le problème marocain fait partie de ceux où la Société des Nations a le droit d'intervenir et en ajoutant que la Société des Nations a le devoir de prévoir l'application d'un régime analogue à celui des mandats, sont déjà en train de décider de l'avenir du Riff, qui sera désormais sous l'arbitrage des grandes puissances. A souligner que dans cette déclaration il n'y a pas un seul mot des socialistes français en ce qui concerne le Protectorat français au Maroc.

Il est vrai qu'ABD EL KRIM essayait par tous les moyens de trouver des appuis dans l'opinion internationale et qu'il prévoyait de faire porter la question du Riff devant la Société des Nations. En cela il suivait les conseils et les indications du " Riff Committee ", animé notamment par le capitaine de l'Armée britannique Gordon CANNING et par Alfred GARDINIER, capitaine en retraite de l'armée britannique.

Derrière le " Riff Committee " il y avait des intérêts de certains financiers britanniques désireux d'obtenir des concessions minières au Riff Central. Le " Riff Committee ", qui se présentait comme un organisme humanitaire, d'aide aux Riffains, essayait de résoudre la question dans le cadre de la Société des Nations et essayait d'influencer ABD EL KRIM dans ce sens ( 61 ).

Mais ce qui nous semble étonnant c'est que les socialistes espagnols aient pu placer la solution du problème au même niveau que le " Riff Committee " quand ABD EL KRIM, s'il était prêt à accepter les propositions de mener l'affaire du Riff devant la Société des Nations, n'entendait en fait qu'exploiter les contradictions entre les puissances colonialistes.

Nous avons parlé de BESTEIRO comme étant un des dirigeants socialistes qui s'est le plus préoccupé des affaires du Maroc. Les 3, 4 et 10 novembre il intervient au Parlement par des discours sur le problème du Maroc. Si les discours de PRIETO montraient d'une manière claire et nette sa propre vision du problème, ceux de BESTEIRO se caractériseront par une grande ambiguïté. Dans ses interventions, il critique à la fois l'armée et les projets du Gouvernement concernant la promotion de chefs militaires, notamment le Général BERENGUER, responsables de la défaite dans le Riff. BESTEIRO demande l'abandon du Maroc car " l'Espagne est incapable comme peuple colonisateur " comme elle l'a montré au cours de son histoire ( 62 ). Pour lui, " le Maroc est la ruine et le déshonneur de l'Espagne " et l'action au Maroc est contraire aux intérêts de l'Espagne : " ce n'est pas l'Espagne qui est allée au Maroc ; c'est la Monarchie espagnole qui est allée au Maroc, c'est le roi ; pas nous " ( 63 ).

Sans aller jusqu'à faire l'éloge du colonialisme français, contre lequel il se prononce, il affirme que l'action du protectorat français progresse tandis que celle de l'Espagne échoue, car l'Armée française possède une technique plus avancée, une meilleure stratégie, et une meilleure tactique ; l'armée française correspond à celle d'un pays plus développé. De plus, les Français ont envoyé devant les militaires, des savants, des gens connaissant l'arabe dialectal et les dialectes. Mais l'Espagne ne peut pas faire rayonner sa culture comme le fait la France, car l'Espagne se trouve en crise du point de vue économique et culturel. Pour BESTEIRO donc, l'Espagne ne peut pas prétendre coloniser d'autres peuples car elle n'est pas à la hauteur d'autres pays colonisateurs. " Comment allons-nous chercher " dit-il " .... des richesses de fer au Riff, si nous avons du fer en Espagne, sous toutes les formes ... ? N'est-il pas évident qu'ici la plupart de nos richesses sont aux mains des étrangers et que la plupart de notre territoire est inculte ... ? ( 64 ).

Tout en étant pour l'abandon du Maroc, pour lui il n'y a que deux solutions : l'abandon, ou faire comme la France : "... ce que la France appelle le Protectorat est un essai d'action coloniale exercé sous la surveillance de toutes les nations et avec les limitations stipulées par les Traités. Et nous n'allons vers rien d'autre ; et si nous allons vers quelque chose d'autre, c'est vers un fantôme ; le problème est le suivant : ou l'on exerce une action coloniale avec toutes les conséquences d'action militaire, ou l'on abandonne le Maroc. Le dilemme est parfait et il n'y a pas de troisième issue ..." ( 65 ).

De nouveau, dans ce discours, le mot " responsabilidades " est largement utilisé. Les interventions de BESTEIRO sont imprégnées de considérations d'ordre moral.

Nous avons vu que la plupart des positions socialistes vont dans ce sens : incapacité de l'armée, des actions contraires à la notion de civilisation, gaspillage d'argent, pertes en vies humaines, et déshonneur, mot très cher aux socialistes et très révélateur des positions moralisantes prises par le Parti en rapport avec cette question. Au fait, le Parti Socialiste Espagnol s'est toujours caractérisé par la faiblesse théorique et idéologique de ses dirigeants. En ce qui concerne la guerre du Maroc, nous n'avons pu trouver dans leurs discours ou articles de journal, une seule analyse de classe. Toute la phraséologie utilisée est plutôt dans la ligne de l'idéologie de la démocratie petite-bourgeoise du XIX siècle. L'utilisation des mots tels que "colonialisme", "capitalisme", "impérialisme" pour s'adresser à ceux qui étaient partisans de l'action au Maroc, a de la part des socialistes un sens "péjoratif" ; il s'agit d'une qualification d'ordre moral plutôt que de classe.

Au fond les socialistes regrettaient que l'Espagne ne puisse pas accomplir un rôle "civilisateur" au Maroc. BESTEIRO lui-même, comme nous avons pu voir précédemment, n'était pas en fait opposé à l'action civilisatrice "d'un pays sur un autre" ; seulement il pensait que l'Espagne dont les richesses étaient exploitées par les capitaux étrangers, n'était pas en condition de "civiliser" d'autres peuples à cause de son retard, de son sous-développement. Ceci revenait à accepter comme valable la "mission civilisatrice" d'autres nations européennes plus développées que l'Espagne. Les socialistes auraient bien désiré que l'Espagne remplisse une mission civilisatrice, non par les armes mais par le rayonnement culturel : "le peuple espagnol ne veut pas de guerre au Maroc. Le peuple espagnol ne fait pas dépendre son avenir en Afrique du triomphe problématique des armes, mais du triomphe certain de sa culture, du développement de sa civilisation et de sa richesse". ( 66 ).

L'année 1921, avec la défaite d'Annual où des milliers de soldats espagnols trouvèrent la mort, ne réussit pas à déclencher un mouvement de grève générale. Les socialistes avaient abandonné l'action des masses pour l'action parlementaire. L'échec de la grève générale de 1917 y était pour quelque chose. Les grandes manifestations, les grands meetings qui eurent lieu à travers le pays après Annual étaient centrés autour du mot "responsabilidades". Mais les socialistes menèrent surtout une action légale contre le gouvernement au sein du Parlement, exigeant par la voix notamment de PRIETO et de BESTEIRO, dont nous avons cité les discours, que les responsables de la défaite soient sévèrement punis. Il y a eu quelques actions plus combattives, mais qui restèrent isolées comme la grève générale organisée à Santander par l'U.G.T. le 10 septembre 1923, pour protester contre l'envoi des soldats au Maroc.

Mais Annual fut une occasion manquée pour déclencher en Espagne un vrai mouvement révolutionnaire. Le Parti Socialiste se montra incapable de canaliser l'agitation des masses dans un vaste mouvement populaire ayant comme but principal l'écroulement du système, de la Monarchie, de tout l'ordre politique et social. Il s'est montré incapable de diriger les masses contre le pouvoir profitant de l'indignation populaire, de la soif de justice. Les conditions étaient mûres pour le déclenchement d'un véritable mouvement révolutionnaire. Il ne suffisait pas d'accuser le Gouvernement et les militaires d'être les responsables de la défaite ; il fallait encore tout un travail d'explication et d'information auprès des masses sur le caractère libérateur de la lutte menée par le peuple riffain. Car ce manque d'information contribua à créer chez certains éléments populaires ignorants, souvent analphabètes, un sentiment de haine contre les Riffains. En fait, le Riffain était l'ennemi qu'on avait en face et contre lequel on se battait physiquement ; c'était lui dont les balles tuaient les soldats espagnols, et c'était lui d'ailleurs que la propagande bourgeoise présentait comme l'ennemi héréditaire, "El Moro" contre lequel on s'était battu dans le passé pendant huit siècles. "El Moro" éveillait chez les masses populaires des sentiments de méfiance d'hostilité et de peur.

Mais jamais le Parti Socialiste n'a essayé d'éclairer les masses sur cette question, car il n'a jamais pu comprendre la vraie nature de la lutte anticoloniale.

Nous pouvons dire donc que les positions des socialistes vis-à-vis de cette question étaient dictées par le pacifisme et par l'antimilitarisme, mais non par une véritable conviction anticolonialiste.

Cependant, comme l'indignation et la colère populaires grondaient de plus en plus, ce furent les militaires ayant à leur tête le général PRIMO DE RIVERA qui firent le coup d'Etat du 13 septembre 1923. Ce coup d'Etat et l'établissement d'une dictature militaire se proposaient de faire taire la clameur populaire et les voix du Parlement qui exigeaient des responsabilités pour la défaite d'Annual. Ces responsabilités, on le sait, touchaient non seulement le Gouvernement et les plus hautes hiérarchies militaires, mais encore la personne du roi Alphonse XIII qu'on accusait d'avoir encouragé les élans militaristes du général SILVESTRE ( 67 ).

Les Socialistes réagirent devant le coup d'Etat avec la plus grande faiblesse. Ils se limitèrent à quelques déclarations le condamnant, ce qui n'empêcha pas par la suite quelques chefs de file du Parti Socialiste, comme LARGO CABALLERO, de collaborer avec la dictature de PRIMO DE RIVERA.

La République venue en 1931, les socialistes au pouvoir en alliance avec les républicains n'ont pas exercé des pressions pour que l'on mette en oeuvre ce qu'ils avaient tellement prêché autrefois : l'abandon du Maroc. Mais malgré les espoirs des nationalistes marocains, le Gouvernement de la République espagnole se limita " à prendre note des desiderata formulés " par la mission marocaine qui se rendit à Madrid avec un programme de revendications pourtant bien modéré ( 68 ).

Après le déclenchement de la guerre civile espagnole, les représentants de la bourgeoisie nationale marocaine envoyèrent, à l'automne 1936, une délégation à Madrid pour discuter avec le Gouvernement républicain du possible octroi de la même autonomie politique et administrative dont jouissait la Catalogne par son Statut d'autonomie. Les seules prêtes à accepter les revendications marocaines, furent les forces politiques catalanes ( 69 ), qui décidèrent d'envoyer une délégation à Madrid pour faire des démarches visant à satisfaire les demandes des Marocains. Cette délégation visita PRIETO, Ministre de la Marine et des Forces de l'Air, qui déclara qu'il voterait contre l'octroi de l'autonomie au Maroc puisque la République devait, avant tout, remplir " les obligations internationales " de l'Espagne dans l'Afrique du Nord et conserver des relations amicales avec la France et l'Angleterre. La position du Chef du Gouvernement LARGO CABALLERO, fut exactement la même ( 70 ) .

On sait que le refus de la République Espagnole de donner suite aux revendications des nationalistes marocains fut lourde de conséquences pour la cause républicaine. Franco sut comment gagner à sa cause les nationalistes marocains de la zone du protectorat espagnol ; grâce à une politique très habile il arriva à faire croire aux nationalistes marocains qu'en cas de victoire des forces franquistes, le nouveau gouvernement accorderait l'indépendance au Maroc. Ceci permit à FRANCO de recruter pour son armée des milliers de combattants riffs qui contribuèrent dans une grande mesure au triomphe de l'armée franquiste.

Mais de nouveau, les socialistes espagnols montrèrent leur manque total de compréhension du problème colonial. Ils ne comprirent jamais que la lutte de libération nationale du peuple marocain était étroitement liée à la lutte révolutionnaire du prolétariat espagnol.

---

LE PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE FACE A LA GUERRE DU RIFF .-

Avant d'en venir à parler de la position du Parti Communiste d'Espagne quant à la guerre coloniale au Maroc, nous dirons quelques mots sur la IIIe Internationale et la question coloniale. Lorsque nous avons traité de la IIe Internationale par rapport à la question coloniale, nous avons déjà souligné le rôle joué par LENINE et aussi par ROSA LUXEMBOURG, représentants de l'aile gauche, dans la lutte menée contre les positions de VAN KOL, BERSTEIN, etc. Il faut dire, cependant, que même si les positions de ROSA LUXEMBOURG étaient plus proches de celles de LENINE que de n'importe quel autre socialiste européen, LENINE allait plus loin dans ses analyses et il ne se limitait pas à une simple dénonciation du colonialisme. ROSA LUXEMBOURG dénonce avec énergie l'impérialisme et son besoin d'exporter des capitaux aux colonies. D'autre part, elle condamne toutes les brutalités que celui-ci comporte, mais elle sous-estime les capacités révolutionnaires des populations coloniales. Pour ROSA LUXEMBOURG la révolution libératrice de l'humanité ne peut venir que du prolétariat des pays européens ( 71 ).

LENINE sera le premier qui comprendra le rôle révolutionnaire que les peuples d'Orient sont appelés à jouer au sein de la révolution mondiale. LENINE était en mesure de comprendre ce problème grâce au fait qu'il se trouvait dans un pays comme la Russie, où existait un développement très inégal : à côté des régions plus " européennes " du point de vue du développement industriel, il y en avait d'autres plus retardées, dont le niveau de développement était proche des pays asiatiques. La Russie était, en effet, une mosaïque de différentes cultures et de différentes ethnies, c'était un état pluri-national. En fait, le vaste empire tsariste, était à moitié européen et à moitié asiatique. Dans la pensée de LENINE la question nationale marche toujours étroitement liée à la question coloniale. LENINE, grâce à sa compréhension du problème national put arriver à comprendre le problème colonial sous un angle nouveau. En effet, beaucoup de nationalités opprimées par l'Etat tsariste pouvaient jouer un rôle positif dans la lutte contre l'oppression, liant ainsi les revendications nationales aux revendications sociales. Dans beaucoup de ces nationalités, en retard en ce qui concerne leur degré de développement capitaliste, la bourgeoisie nationale pouvait constituer un élément de progrès en luttant contre les vieilles castes féodales. Dans ce sens, on pouvait assister à une alliance du prolétariat, là où il existait, ou de la paysannerie et de la bourgeoisie contre la féodalité dans le cadre d'un état national, et d'autre part, la bourgeoisie d'une nationalité opprimée pouvait s'allier avec le prolétariat de l'Etat oppresseur.

LENINE, tout en considérant que l'avant garde de la révolution mondiale est le prolétariat des pays développés, ne sous-estime pas pour autant le rôle révolutionnaire des populations opprimées des colonies, considérant que la révolution mondiale doit être l'oeuvre de l'union dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire, des prolétaires des pays colonisateurs et de la lutte de libération des colonies ( 72 ).

Au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, tenu en juillet 1920, on adopte les " Thèses sur les questions nationale et coloniale ". Pour les hommes de la IIIe Internationale, celle-ci " ne peut pas se borner à la reconnaissance dormelle... de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui se disent socialistes..." (.....) " Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la IIIe internationale " ( 73 ).

La IIIe Internationale se proposait de rallier la révolution prolétarienne de l'Europe à la révolution des colonies afin d'abattre la puissance coloniale de l'Europe, seul moyen d'abattre le capitalisme européen. La IIIe Internationale voit donc la nécessité d'organiser la classe ouvrière du monde entier qui dans beaucoup de pays était pénétrés de l'idéologie réformiste de la IIe Internationale sur des bases nouvelles.

Pour les représentants de la II<sup>e</sup> Internationale le monde se limitait à l'Europe. Leurs positions ne furent jamais nettement anticolonialistes mais plutôt pacifistes. La III<sup>e</sup> Internationale voit par contre la nécessité de rallier la lutte du prolétariat des puissances colonisatrices avec la lutte de libération des peuples colonisés.

Nous voudrions parler maintenant de la position de la III<sup>e</sup> Internationale à l'égard d'ABD EL KRIM et de sa révolution.

On a beaucoup parlé des menées bolchevistes à l'occasion de cette guerre. Très souvent ce sont les propres auteurs colonialistes français et espagnols qui nous font voir jusqu'à quel point le mouvement d'ABD EL KRIM était considéré comme " dangereux pour l'Occident " ( 74 ). S'il est bien vrai que l'on exagère les contacts directs d'ABD EL KRIM avec la III<sup>e</sup> Internationale, et qu'une sorte d'obsession même certains auteurs à voir la main des communistes partout, ( 75 ) il n'est pas moins vrai que la III<sup>e</sup> Internationale considéra à un moment donné que le mouvement riffain constituait une lutte anticoloniale qu'il fallait appuyer.

L'Internationale Communiste donne des normes d'action pour les pays les plus arriérés où prédominent les institutions féodales ou patriarco-rurales. Tout d'abord, on considère " La nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le Parti Communiste du pays s'il en existe un. L'obligation de soutenir ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole du pays, dans la dépendance duquel se trouve le peuple en question " ( 76 ).

Dans le cas du Maroc où il n'y avait pas de Parti Communiste ( 77 ), il incombe donc aux travailleurs de la métropole de soutenir le mouvement. Cet appui devait venir plus particulièrement des partis révolutionnaires de la France et de l'Espagne. Pour ce qui est de la France, le Parti Communiste fort bien organisé a adopté une position de plein appui à la lutte du peuple riffain, surtout à partir du moment où les forces d'ABD EL KRIM entrèrent en collision avec l'armée française. Cet appui se faisait surtout par la convocation de manifestations contre la guerre du Riff, des meetings, des articles dans l'Humanité, diffusion de tracts, action parlementaire des députés communistes, particulièrement DORIOT et SEMARD. Il s'agissait d'une mobilisation de l'opinion publique contre cette guerre dont on dénonçait le caractère impérialiste.

Pour ce qui est de l'Espagne, le Parti Communiste, encore faible n'arrivait à faire entendre sa voix que très difficilement ( 78 ).

Nous n'avons pu trouver de journaux communistes espagnols de cette époque, et la plupart des informations que nous avons pu recueillir sur leurs positions vis-à-vis de cette guerre sont dues à des articles parus dans "La Correspondance Internationale", organe du Comintern édité en français ou à des articles publiés dans la presse communiste française écrits par des communistes espagnols.

Les communistes espagnols se trouvaient à l'époque devant d'énormes difficultés, dues principalement à la faiblesse de leur organisation, qui n'était forte tout au début qu'à Bilbao. Les membres du Parti Socialiste Espagnol qui avaient décidé de créer le Parti Communiste et de briser les liens avec ce qui restait de la II<sup>e</sup> Internationale pour entrer dans la III<sup>e</sup>, se trouvaient avec la tâche immense de reconstituer le nouveau Parti. Il fallait mener une lutte idéologique intense car beaucoup de nouveaux venus n'avaient pas les idées très claires sur les principaux problèmes qui se posaient aux Partis Communistes. D'autre part, la répression qui sévissait sur le mouvement ouvrier empêchait celui-ci de pouvoir concentrer ses efforts ailleurs que dans la lutte contre cette répression même.

Entre 1919 et 1923 on assiste à une grave crise économique et sociale dans le pays. La détérioration des conditions de vie des classes laborieuses et le chômage étaient si forts que nous assistons à toute une série de grèves révolutionnaires à travers le pays. Le Gouvernement pour lutter contre l'agitation ouvrière, surtout à Barcelone, instaura un vrai régime de répression. Ces facteurs ont contribué dans une certaine mesure à laisser le problème de la lutte contre la guerre du Riff comme une revendication moins importante.

Peu après Annual, le Parti Communiste d'Espagne lança le mot d'ordre de grève générale. Cette grève ne fut pas totale mais elle eut quand même un certain succès. Les communistes réussirent à déclencher le mouvement seulement dans la région de Bilbao ( 79 ). Le jour choisi pour la grève était le jour où deux ou trois bateaux quittaient Bilbao à destination du Maroc avec des troupes de la garnison de Bilbao et d'autres endroits. Dorénavant les autorités évitèrent d'utiliser le port de Bilbao comme lieu d'embarquement des troupes à destination du Maroc ( 80 ).

Dans un article paru le vendredi 26 août 1921 dans "La vie Ouvrière", intitulé " l'abandon du Maroc ou la révolution", Juan PINAZU écrivait : " Depuis 1909, l'Espagne vit dans une situation franchement révolutionnaire. D'une part, la criminelle aventure marocaine, et d'autre part l'inquisitoriale oppression des pouvoirs civil et militaire ont créé parmi la classe ouvrière et paysanne et parmi les intellectuels ... un ardent esprit de révolte.

" ... L'Espagne qui, au point de vue politico-social, a tant de ressemblances avec la Russie tsariste, passe en ce moment, par une des heures les plus critiques de son Histoire."

" Le rêve africain de la Monarchie espagnole et l'arsenal de gains qu'est le Maroc pour la clique militaire sont en train de s'écrouler."

" La classe possédante est dans une impasse ; la continuation de la guerre africaine, c'est la révolution ; le renoncement c'est de discrédit comme puissance capitaliste et l'écroulement du rêve impérialiste. Il faut choisir :

" Toute la masse laborieuse est contraire à la campagne africaine, elle comprend très bien que c'est seulement pour satisfaire le rêve d'une caste régnante et pour combler les appétits criminels de l'oligarchie ploutocratique et militaire qu'on envoie le peuple à l'abattoir africain. Elle n'attend qu'une voix qui lui dise : "Lève-toi !" Et elle marchera.

" ... En Espagne, l'esprit révolutionnaire existe parmi la masse. Il ne lui manque que le verbe " ( 81 ).

Mais ici dans cet article la révolution que l'on annonce comme proche sera seulement l'oeuvre du prolétariat espagnol qui s'oppose à la campagne militaire africaine. On ne fait pas allusion à la révolte riffaine comme facteur susceptible de contribuer à la cause de la révolution en Espagne. Au début l'action des communistes se rapprochait de celle menée par les socialistes quoique les premiers donnaient à leur action un caractère plus combatif, plus violent, plus agressif. A Saragosse, à Barcelone, à Bilbao et dans d'autres villes, beaucoup de communistes furent arrêtés et condamnés pour avoir distribué des feuilles clandestines contre la guerre au Maroc. D'autre part, la presse communiste était soumise à une rigoureuse censure et quelquefois supprimée pour avoir publié des articles contre la guerre ( 82 ). Les communistes espagnols demandaient aux communistes français de saboter les commandes de munitions qui furent faites par le Gouvernement espagnol à la France pour la guerre au Maroc ( 83 ). La propagande communiste contre la guerre au Maroc mettait beaucoup l'accent sur l'agitation antimilitariste parmi les soldats qui se refusaient d'aller au Maroc et des mouvements grévistes éclatèrent un peu partout contre l'envoi de troupes au Maroc ( 84 ).

Il nous semble en lisant les articles de "La Correspondance Internationale", que la façon de voir le problème riffain subit une évolution, le premier article que nous avons pu trouver ayant trait à la question riffaine, daté du 19 novembre 1921, présente les combattants riffains comme " quelques tribus montagnardes " qui comptent avec " deux capitaines de talent : le vieux pirate RAISSOULI et le chef insurgé ABD EL KRIM " ( 85 ). Le fait de placer au même niveau RAISSOULI et ABD EL KRIM révèle qu'on ignorait profondément le vrai caractère de la lutte d'ABD EL KRIM. Il est vrai qu'à l'époque la mouvement de ce dernier n'était pas encore arrivé à atteindre l'importance internationale qu'il aura par la suite. On ne savait pas très bien à quoi s'en tenir pour ce qui étaient de ses aspirations et de ses buts. Mais l'opinion générale tendait au début à présenter ABD EL KRIM comme n'importe quel autre chef local qui s'insurge contre le pouvoir de l'Espagne, tout en recevant l'aide d'une autre puissance coloniale. Ainsi nous voyons que l'on accuse ABD EL KRIM de recevoir de l'armement de la part des Français ( 86 ).

Encore en septembre 1923, un article de J. MAURIN présente ABD EL KRIM comme un serviteur des intérêts français : " ... Le chef de l'insurrection marocaine, ABD EL KRIM est un agent de la politique française. Il vise à chasser les Espagnols de la Côte d'Afrique et à se placer ensuite sous la suzeraineté française ..." ( 87 ). Pour MAURIN, cette guerre du Riff est en réalité " un conflit entre les impérialismes français et anglais, le soldat espagnol se battant pour les intérêts de l'empire britannique. Gibraltar " - ajoutait MAURIN - " est la clé de la Méditerranée. Des convoitises françaises inavouées mais puissantes, se tendent vers Tanger, dont la possession par une grande puissance annulerait peut-être Gibraltar. Mais tant que l'Espagne, puissance insignifiante, reste maîtresse du détroit, l'Angleterre peut se considérer comme bien installée aux portes de la Méditerranée " ( 88 ). Pour MAURIN, l'Espagne est entraînée dans cette guerre par l'Angleterre, par la caste militaire et par la Compagnie Minière du Riff ( 89 ).

On présente donc ABD EL KRIM comme un agent des français, et le Gouvernement espagnol comme un agent des intérêts britanniques en Afrique du Nord : "... La presse allemande parlait de la contrebande d'armes entre le Maroc français et les insurgés du Riff espagnol ; assurait (Deutsche Allgemeine Zeitung) que leur chef ABD EL KRIM dispose de fonds d'origine française ..." ( 90 ). D'autre part, dans le même article on fait allusion à certaines déclarations prêtées au général PRIMO DE RIVERA d'après lesquelles il souhaiterait échanger avec l'Angleterre le Maroc espagnol contre Gibraltar, et de nouveau on s'élève vivement contre le fait que " le sang des ouvriers et des paysans d'Espagne ne coule au Maroc que pour assurer les bénéfices de la Compagnie Minière du Riff et garder à l'impérialisme anglais la porte occidentale de la Méditerranée " ( 91 ).

Nous n'avons pu trouver dans aucun de ces articles le moindre geste de compréhension ni de sympathie vis-à-vis du mouvement riffain. Au contraire, comme nous l'avons vu, ABD EL KRIM n'était dans les premiers temps qu'un agent des Français.

Il était évident que le mouvement d'ABD EL KRIM était en proie à des impérialismes rivaux. Tous les pays intéressés à la question riffaine soit à cause de la position stratégique du Riff, soit à cause de la richesse des gisements miniers, veulent intervenir dans l'affaire à leur profit. Mais ABD EL KRIM en était conscient : Lui même dira : "... ils sont plus nombreux que les sauterelles, ceux qui sont venus dans le Riff. Il y en eut beaucoup qui me parlaient de ma gloire et de l'indépendance du Riff, et ... j'entendais presque toujours "concessions " et " mines " ... Parce que, tous venaient pour le cuivre et peut-être l'or du Djebel Hamam, le fer des Beni Touzine, le plomb des Beni Arous, pour toutes les richesses du sous-sol du Riff..." (92)

ABD EL KRIM qui luttait pour l'indépendance d'un petit pays devait essayer de tirer tout le profit possible des contradictions et des antagonismes entre les puissances impérialistes.

.../...

Mais à partir du moment où ABD EL KRIM entre en conflit avec les Français il n'est plus possible de le qualifier " d'agent de la politique française ". Même si l'attaque d'ABD EL KRIM contre les positions françaises le long du Quergha n'a lieu qu'à partir d'avril 1925, déjà depuis le printemps 1924 nous assistons à des affrontements dans le territoire des Beni Zeroual, qui appartenait à la zone du Protectorat espagnol, mais qui était administré de fait par les Français. A partir de ce moment là le ton commence à changer, car un affrontement avec les Français devenait de plus en plus inévitable. Le maréchal LYAUTEY avait déjà dès le 27 janvier 1924 adressé un rapport au Ministère des Affaires Etrangères français pour avertir du danger que représentait ABD EL KRIM pour les autres colonies françaises de l'Afrique du Nord. (93).

C'est à partir de 1924 que nous assistons à un changement d'attitude par rapport au mouvement d'ABD EL KRIM de la part des communistes. Ainsi, dans un article paru dans "La Correspondance Internationale " du 17 septembre 1924, nous pouvons lire: "... La défaite coloniale affaiblit grandement les ennemis et les tortionnaires du prolétariat espagnol. Elle est pour le peuple travailleur de la Péninsule un facteur de libération..."

" ... Et c'est la deuxième fois depuis la fin de la guerre impérialiste qu'un peuple colonial revendique victorieusement, contre les conquérants colonisateurs son droit à la vie. La Turquie d'Angora a déchiré le Traité de Sèvres, chapitre lui même du Traité de Versailles. Les insurgés riffains mettent en pièce une page des traités impérialistes de 1912 qui après l'incident franco-allemand d'Agadir, ont partagé le Maroc".

" Au moment où l'Egypte profite d'un semblant d'indépendance pour contester aux financiers londoniens ( M. ASQUITH junior, cotons ) la possession du Soudan ; où les intrigues anglaises en Afghanistan avortaient piteusement après avoir abouti à une explosion de guerre civile ; où la Syrie cause au Quai d'Orsay autant de soucis que l'Arabie et la Mésopotamie en procurant à M. THOMAS, ministre socialiste des colonies de S.M. Britannique ; où l'extension du mouvement national révolutionnaire en Chine et le langage "bolchévik" de SUN YAT SEN inquiètent les Bourses et Les Chancelleries de l'univers bourgeois, l'épisode marocain a beaucoup plus qu'une importance locale. Les peuples coloniaux, alliés naturels des prolétaires d'Europe sont en marche " ( 94 ).

Ici, nous trouvons pour la première fois une analyse et une évaluation plus juste, à notre avis, de l'importance réelle du mouvement d'ABD EL KRIM. La révolte riffaine apparaît sous un nouvel angle. Nous trouvons ici exprimé un des principes fondamentaux des thèses de la IIIe Internationale sur la question coloniale : la lutte de libération des peuples colonisés contribue à renforcer la lutte du prolétariat du pays colonisateur.

Dans un autre article de "La Correspondance Internationale", daté cette fois d'avril 1925, nous trouvons encore une analyse du mouvement d'ABD EL KRIM où l'on essaye d'établir les différences qui existent entre son mouvement et ceux qui l'ont précédé ou coexistent avec lui. Nous pouvons lire : " ... Depuis 1921, le problème marocain a aussi pour l'Espagne un autre caractère. Jusqu'alors l'impérialisme espagnol ne rencontrait que l'hostilité de quelques tribus qui s'insurgeaient sporadiquement, sans cohésion ni objectifs politiques. L'Espagne combinait l'action militaire avec l'action dite civile , consistant à corrompre des chefs influents qui trahissaient leur peuple et leur cause. Cette politique était exploitée par le ROGHI, par MOULAY HAFID et par RAISUNI. L'un et l'autre entretenaient un commerce lucratif - pour eux - avec les colonisateurs et de temps à autre soulevaient des tribus à seul fin d'extorquer à l'Espagne de nouveaux subsides ".

" L'apparition d'ABD EL KRIM à la tête des Africains modifie toutes les données du problème. ABD EL KRIM est le chef d'un mouvement d'indépendance riffaine.

La politique de corruption a pitoyablement échoué auprès de lui et de ses partisans. ABD EL KRIM s'est aperçu que le plus avantageux est encore de battre les Espagnols. Il leur arrache ainsi les armes et l'argent dont il a besoin pour continuer la lutte et fonder la République du Riff. Il ne consent pas à hypothéquer la liberté du Pays. Les capitalistes anglais le savent bien qui ont voulu coloniser le Riff au moyen des prêts. ABD EL KRIM a montré tout récemment son hostilité au RAISSUNI, agent de l'impérialisme espagnol ( 95 ) et à MOULAY YOUSSEF ( 96 ) le sultan par la grâce des colonisateurs français ... "

" On a voulu présenter le mouvement d'ABD EL KRIM comme une révolte de sauvages. C'est une vieille coutume des impérialistes que de discréditer les mouvements libérateurs des peuples colonisés. Les Riffains aiment la civilisation parce qu'ils ont commencé à en connaître les bénéfices. Après la débâcle d'Annoual ( 1921 ) lorsque l'armée espagnole reconquit le terrain perdu, on constate que les Riffains avaient respecté tous les édifices publics construits par leurs ennemis. Les Espagnols trouvèrent fréquemment au cours de leurs barbares " razzias " chez les indigènes des meubles européens, des machines à coudre, des rasoirs de sûreté, des kodaks, des gramophones. Les quelques missions scientifiques qui ont pénétré en territoire indépendant, ont reçu un excellent accueil " .

" Tous ceux qui ont visité Ajdir ont été émerveillés par l'extraordinaire transformation opérée par ABD EL KRIM dans sa " capitale ". Il s'efforce de la " moderniser ", il est secondé dans cette œuvre par son frère, homme d'une vaste culture qui a fait des études à Madrid à la " Résidence des Etudiants " où s'instruisent les fils des intellectuels espagnols ... " ( 97 ).

Nous avons donné toute cette longue citation car elle nous semble très importante. La révolte riffaine commençait à être comprise sous un nouvel angle. ABD EL KRIM n'est plus considéré comme une sorte de chef féodal, du genre du RAISSUNI, mais comme un chef qui lutte pour l'indépendance de son peuple et qui désire la modernisation du pays. Un détail qui nous semble intéressant à souligner, néanmoins, est le fait que même les hommes de la III<sup>e</sup> Internationale, en l'occurrence un communiste espagnol, identifient " civilisation " avec l'Europe.

Mais il est évident que les mesures prises par ABD EL KRIM en vue de créer un état moderne dont il commençait déjà à jeter les bases, même en pleine guerre, ne pouvait qu'impressionner favorablement les éléments progressistes européens. Le mouvement d'ABD EL KRIM n'était pas un mouvement pour revenir en arrière mais un mouvement qui se proposait de faire progresser le peuple de tous les points de vue.

D'autre part on souligne aussi l'importance qu'a ce mouvement pour la lutte de libération d'autres peuples arabes ou islamiques, et les craintes des Français devant une contamination du mouvement s'étendant à d'autres régions soumises aux colonialismes français ( 98 ).

On prête beaucoup d'attention aux agissements des puissances européennes en relation avec cette question : "... la guerre du Riff, les communistes l'ont dit bien souvent, ne fut en définitive que l'expression d'un combat séculaire pour l'hégémonie du bassin méditerranéen" ( 99 ).

Ainsi la France qui encourageait précédemment la révolte riffaine, changea d'attitude une fois que les Riffains ont obtenu une victoire écrasante sur les Espagnols ( 100 ). Par la suite il s'agissait d'une alliance de la France et de l'Espagne contre ABD EL KRIM, mais il fallait pour cela compter avec le consentement de l'Angleterre qui tout en encourageant la pénétration espagnole, étant donné que

l'Espagne se montrait incapable de garder le Riff, commençait à envisager la possibilité d'organiser un Etat riffain indépendant " dont l'Angleterre se réserverait le protectorat économique et politique " ( IOI ). L'entrevue CHAMBERLAIN-HERRIOT en 1925 visait à obtenir de l'Angleterre une neutralité en rapport avec l'intervention française au Riff. ( IO2 )

Dans quelle ligne ou dans quelle tendance on place le mouvement d'ABD EL KRIM ?

Pour quelques uns la personne d'ABD EL KRIM est placée dans la même ligne que celle de KEMAL PACHA ( IO2 ). Le mouvement d'ABD EL KRIM était donc un mouvement national, progressiste, anticolonial et antiimpérialiste. Cependant les conditions du Riff étaient toutes autres que celles de la Turquie.

Il y avait certainement des aspects qui pouvaient dérouter les communistes en ce qui concerne le mouvement d'ABD EL KRIM. Les communistes européens avaient une ignorance totale en ce qui concerne la situation dans les colonies, situation qui n'était pas d'ailleurs partout la même. On voulait à tout prix transposer les conditions économiques et sociales de l'Europe aux conditions existantes dans les pays colonisés. Les Européens, même ceux qui se disaient marxistes ont toujours eu une vision " eurocentriste " de l'histoire. En fait les catégories européennes étaient inapplicables à la plupart de ces pays.

Les deux aspects qui déroutaient dans une certaine mesure les communistes, c'étaient d'un côté les appels à la guerre sainte lancés par ABD EL KRIM et d'un autre côté, la personne même d'ABD EL KRIM qu'on identifiait au début comme un chef féodal prêt à servir les intérêts de la puissance impérialiste dont il pourrait tirer plus de profit ( IO4 ). En ce qui concerne la "guerre sainte" ABD EL KRIM lança en effet cet appel comme moyen de se rallier les masses populaires. On sait qu'ABD EL KRIM envoyait des lettres pour être lues dans les mosquées ( et dans les souks ), invitant la population à se joindre à la lutte. Dans les conditions du Riff, cette méthode constituait la méthode la plus efficace pour rallier les masses autour de son mouvement. Mais il faut dire que dans la pensée d'ABD EL KRIM, la " guerre sainte " n'était pas une guerre contre l'infidèle, contre le chrétien, mais une guerre de défense contre l'envahisseur, contre ceux qui venaient piller les richesses du pays qui étaient des étrangers des européens, donc des " roumis " ( IO5 ). De la même manière que sa lutte contre l'Espagne ne fut pas une lutte contre le peuple espagnol mais une lutte contre l'impérialisme espagnol ( IO6 ). ABD EL KRIM qui était un bon croyant musulman n'était pas un fanatique. Il attaqua l'influence religieuse des marabouts sur le peuple marocain ( IO7 ). En ce qui concerne le " pan-islamisme " dont les Thèses sur les questions Nationale et Coloniale du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste voient le danger, nous savons d'ABD EL KRIM se méfiait énormément du " pan-islamisme " qu'il tenait pour un instrument de l'impérialisme ( IO8 ).

En ce qui concerne l'opposition mouvement paysan-proprétaires fonciers dans les pays arriérés, ABD EL KRIM n'était en aucun cas un chef féodal face aux paysans. Pour cela il faut tenir compte des structures économiques et sociales du Riff, pays où il n'y a pas de gros propriétaires fonciers, mais où la propriété moyenne est de 3 à 4 hectares par famille ( IO9 ). Dans cette partie du Riff, il n'était donc pas question d'un mouvement féodal, mais plutôt d'un mouvement paysan dirigé par les membres les plus respectés de la communauté tribale pour des raisons autres que leur richesse économique. Les cabiles du Riff central ont connu un système de propriété collective de la terre où les affaires de la communauté étaient gérées par une " djemaa " ou conseil, qui était chargé du partage chaque année de la terre parmi les membres de la communauté tenant compte des nécessités de chaque famille. Ces terres

autrefois collectives et partagées parmi les membres de la communauté sont devenues propriété privée de chaque famille ( IIO ) : A l'époque d'ABD EL KRIM il y avait encore quelques survivances d'une économie communautaire, mais en général la propriété de la terre était devenue propriété de chaque famille. Le partage des terres entre les fils a conduit à un grand morcellement de la propriété qui se trouve éparpillée en petits lopins près des maisons, ou plus ou moins éloignés des maisons. La société riffaine était donc une société où prédominait l'élément paysan ( III ).

Il y avait au Riff une grande tradition " démocratique " ( 112 ) d'autogestion rurale où la " Djemaa " gérait les intérêts de la communauté. La " djemaa " supervisait la gestion ayant comme deuxième attribution celle de la défense militaire. D'où les confédérations des tribus ou " républiques communales confédérées " toujours au niveau local ou régional. Les décisions en ce qui concerne les questions économiques (partage des terres) et les questions militaires étaient toujours prises collectivement. Cette société rurale-patriarcale n'avait pas encore atteint le degré de développement donnant naissance à une société féodale et encore moins capitaliste et de ce fait il n'y avait pas d'exploiteurs ni d'exploités. Il y avait bien sûr des gens plus pauvres que d'autres et chaque année il y avait une émigration saisonnière qui se faisait en direction de l'Algérie.

Au niveau de la " djemaa " les gens qui comptaient le plus étaient les " imgharen " ( pluriel du mot " imghor " ), qui étaient des notables, des gens plus instruits dont l'autorité n'était pas contestée et qui étaient acceptés comme représentants de la communauté pour leurs qualités morales, leur sagesse, etc. , mais plutôt le prestige social de certains " imgharen " donna lieu postérieurement à un pouvoir économique au moment où la propriété collective est devenue propriété privée, ce qui donna lieu dans certaines sociétés au féodalisme. La situation au Riff au moment où se place notre étude n'était plus au stade de la propriété collective mais n'avait pas encore atteint le stade féodal. On pouvait cependant déceler certains traits annonciateurs d'un processus de " féodalisation " ( 113 ) .

Nous avons cru nécessaire de donner quelques indications générales sur la société riffaine afin de pouvoir comprendre mieux le cadre où se plaçait la révolte anticoloniale d'ABD EL KRIM EL KHATTABI.

La plupart des communistes occidentaux ignoraient certainement en profondeur quelles étaient les structures économiques et sociales du Riff à l'époque de la révolte riffaine, mais ils ont quand même réussi à comprendre que le mouvement d'ABD EL KRIM n'était pas dans la même ligne que ceux qui l'avaient précédés ; ils se sont rendus compte que c'était quelque chose de différent, de nouveau. ABD EL KRIM sut pour la première fois rallier autour de lui d'une manière cohérente et organisée toutes les tribus qui très souvent dans le passé s'étaient battues les unes contre les autres. En se basant sur les structures propres à l'organisation tribale riffaine, les dirigeants de la révolte transformèrent ces structures les adaptant aux nouvelles conditions exigées par la création de la République du Riff ( 114 ).

Jusqu'à la venue d'ABD EL KRIM la résistance à l'envahisseur avait été plutôt défensive, mais à partir de lui cette résistance prendra un caractère offensif. Pour la première fois, ABD EL KRIM organisa la guerrilla avec une mobilisation de toute la population civile. Ainsi, cette guerre du Riff est devenue une véritable guerre populaire. Comme HO CHI MINH a dit : " La leçon de la guerre du Riff consiste à montrer clairement la possibilité de contenir une armée organisée, puissante, et de la vaincre, ceci de la part d'un petit peuple qui prend les armes et défend fermement sa patrie. Les Riffains ont le mérite d'exposer cette leçon aux peuples du monde entier " ( 115 ).

ABD EL KRIM fut le premier à sentir le besoin de s'organiser civilement en Etat : " Jumhuriya Rifiya ". Dans la pratique quotidienne ABD EL KRIM jetait les bases économiques, sociales et politiques pour une transformation du Riff. La première étape de cette transformation, celle de l'unité riffaine, ABD EL KRIM est parvenu à la réaliser. Cette unité était nécessaire pour parvenir à la deuxième étape : celle de l'expulsion des envahisseurs colonialistes afin de réaliser l'indépendance du Riff. Ces deux buts étaient indispensables pour pouvoir mettre en oeuvre tout le vaste programme conçu par ABD EL KRIM pour la transformation du nouvel Etat : réforme agraire, alphabétisation et enseignement généralisé, modernisation de l'économie, etc. (116).

En ce qui concerne la politique extérieure de la République du Riff, ABD EL KRIM fut aussi le premier à se rendre compte de l'importance de s'adresser à l'opinion publique internationale et d'obtenir la reconnaissance du Riff en tant qu'Etat souverain. On sait qu'ABD EL KRIM envoya des délégations à Londres, à Paris et à Madrid et essaya d'avoir l'appui moral de certains Gouvernements, comme le Gouvernement britannique ; mais surtout il eut des contacts avec les mouvements progressistes de l'Europe occidentale. ABD EL KRIM fut obligé par les réalités internationales du moment de créer une diplomatie adaptée à ces circonstances. Ces rapports avec les pays colonialistes et impérialistes peuvent nous sembler contradictoires mais en fait il ne faisait qu'exploiter les contradictions entre l'Allemagne, la Grande Bretagne, la France et l'Espagne.

Tous ces aspects qui donnaient à la révolte riffaine un caractère et un contenu nouveaux ne pouvaient pas échapper à la connaissance des organisations communistes occidentales dans leur analyse de la révolte riffaine. D'où le mouvement de solidarité qui se fit autour d'elle.

Nous avons fait plusieurs fois allusion à des articles parus dans " La Correspondance Internationale " en rapport avec la révolte riffaine, et nous avons essayé dans la mesure du possible de nous rapporter à des articles écrits par des communistes espagnols. Le manque presque total de documents communistes de l'époque constitue un très grand obstacle. Nous avons déjà souligné toutes les difficultés auxquelles eut à faire face le jeune Parti Communiste au moment de sa création. D'autre part, à partir de septembre 1923 la dictature du général PRIMO DE RIVERA mit hors la loi le Parti Communiste qui fut obligé de passer à l'action clandestine.

Nous essayerons de toutes manières de donner quelques indications générales sur l'activité des communistes espagnols en rapport avec la guerre du Riff. Nous avons dit qu'au début Bilbao fut le centre où le parti communiste eut plus de force. Les communistes comptaient à Biscaye avec la personnalité de FACUNDO PEREZAGUA, ancien dirigeant socialiste et un des fondateurs à côté de PABLO IGLESIAS du Parti Socialiste en 1879. FACUNDO PEREZAGUA avait quitté le Parti Socialiste pour entrer dans le nouveau parti . Le Parti Communiste comptait aussi à Biscaye avec un ancien capitaine d'artillerie en retraite, OSCAR PEREZ SOLIS qui était un actif militant. Après les événements du Riff et l'écroulement du Commandement Général de Melilla, le Parti Communiste essaya de mobiliser les masses contre la guerre au Maroc. Nous avons déjà parlé de la grève organisée par les communistes en 1921, peu après la défaite d'Annoual, grève qui n'eut un certain succès qu'à Bilbao.

Le Parti Communiste accordait une grande importance à l'agitation parmi les soldats. C'est ainsi qu'au Pays Basque, il déploya une intense activité parmi les garnisons de Bilbao et de San Sebastian.

Le 22 août 1923, le Parti Communiste lança un mot d'ordre de grève générale à Biscaye pour le 23 août. La U.G.T. ( le syndicat d'obédience socialiste ) et d'autres syndicats ( les autonomes et les catholiques ) refusèrent de se joindre au mouvement.

Les communistes trouvèrent des alliés dans leur protestation contre la guerre au Maroc chez les jeunes nationalistes basques ( 117 ).

On disait que cette grève était en rapport avec l'insurrection qui eut lieu à Malaga dirigée par un bataillon du régiment de Garellano dont la caserne se trouvait à Bilbao, et qui devait s'embarquer le 23 août à Malaga en direction de Melilla. On disait également que d'autres soldats provenant de San Sebastian qui se trouvaient à Melilla devaient se joindre aux insurgés de Garellano ( 118 ). L'insurrection de Malaga eut lieu le 23 août. Le chef de la révolte le caporal José SANCHEZ BARROSO fut condamné à mort, et amnistié par la suite ( 119 ).

Si le manque de documents communistes de l'époque constitue une sérieuse lacune, nous avons pu obtenir le témoignage d'un communiste qui fit son service militaire au Maroc après la défaite d'Annoual et qui fut par la suite un dirigeant du Parti et Ministre de l'Agriculture pendant la guerre civile d'Espagne. Il s'agit de Vicente URIBE, dont les Mémoires sont encore inédites mais dont j'ai pu me procurer le chapitre ayant trait à la guerre du Maroc et aux positions du Parti Communiste d'Espagne en rapport avec cette question ( 120 ). Vicente URIBE nous dit à ce propos : " Toute action politique d'une certaine importance menée dans le pays contre la guerre du Maroc aurait trouvé un grand écho parmi les soldats et elle aurait éveillée certainement de la sympathie vis-à-vis de ses promoteurs. Sur le plan général de l'Espagne cette question est devenue brûlante juste après Annoual et on a fait quelque chose en 1921, mais après les événements de Chaouen il n'y a pas eu dans le pays, à ma connaissance, d'action importante contre cette sanglante aventure. Nous étions déjà aux temps de la dictature et le Parti se trouvait dans la clandestinité et était sévèrement persécuté. Il faisait son apprentissage en tant que Parti d'un type nouveau, en subissant des crises dans la direction. Après 1922, dans la période d'une baisse de l'activité révolutionnaire des masses, une attitude juste en rapport avec la guerre du Maroc, interprétant les aspirations du peuple, c'est-à-dire, l'abandon de l'aventure militaire au Maroc, aurait contribué à renforcer le Parti ... Mais dans l'ensemble de l'ancienne formation social-démocrate en ce qui est la direction et les cadres plus importants du Parti, les positions social-démocrates exerçaient leur influence en ce qui concerne la juste mise en valeur de l'action des masses... Celle-ci était comprise lorsqu'il s'agissait des revendications économiques ... Sur cette question la classe ouvrière espagnole possédait déjà une riche expérience des luttes. Mais en ce qui concerne l'action politique permanente du Parti, les choses marchaient avec beaucoup de retard. On proclamait l'hostilité à la guerre du Maroc, on exigeait l'abandon de l'occupation militaire, mais les activités ne s'orientaient pas dans le sens de pousser les masses à l'action et pour que celles-ci largement unies dans l'action puissent résoudre la question, en obligeant la monarchie à réviser l'abandon du Maroc. A part la peur des persécutions, l'état précaire du Parti et les conditions de clandestinité dans une certaine période, le facteur fondamental qui était à la base des erreurs du Parti en rapport avec le problème important de la guerre au Maroc avec trait, à mon avis, aux directions qui se sont succédées à la tête du Parti Communiste d'Espagne qui venait d'être fondée. Ces directions n'ont jamais compris de manière correcte le rôle dirigeant, d'orientation et d'organisation joué par le Parti Communiste " (121).

Il nous semble qu'ici nous trouvons exprimées quelques unes des insuffisances et des limitations qui ont caractérisé l'action des communistes contre la guerre du Maroc.

URIBE signale encore d'autres facteurs qui empêchaient une vraie action de masses, comme par exemple le manque d'unité entre les formations ouvrières (122), et le manque de conscience politique des gens. Il nous dit à ce sujet : " A Biscaye la haine contre la guerre était à son paroxysme. Tout le monde n'était pas conscient du point de vue politique du caractère injuste de cette guerre menée par la Monarchie contre le peuple marocain qui luttait pour son indépendance. Mais les gens ne voulaient

pas de cette guerre par antimilitarisme, qui était très fort, à cause des privations, des souffrances, et parce que la guerre arrachaient les jeunes gens de leurs foyers pour les conduire à l'aventure, à la mort au cours des affrontements armés et à cause des maladies " ( 123 ).

Vicente URIBE, qui fit son service militaire justement au régiment de GARELLANO, celui qui s'était soulevé à Malaga en août 1923, ne dit rien en relation avec l'insurrection de Malaga qui puisse nous éclairer sur la possibilité d'une influence de la propagande communiste sur les insurgés. Mais il nous rapporte que " ce bataillon était mis en quarantaine par le commandement et il ne fut presque pas utilisé dans des actions militaires. Au cours de plus de cinq années de permanence au Maroc, il eut seulement deux morts et quelques blessés en action de guerre, les morts par cause de maladie étant beaucoup plus nombreux " ( 124 ). Ceci prouve que le Commandement n'écartait pas la possibilité des désertions, car comme URIBE nous le dit : "... Un des phénomènes caractéristiques parmi la jeunesse de cette époque là était le désir de ne pas faire le service militaire, car la guerre et la triste perspective de trois ans de service sous les drapeaux poussaient beaucoup de gens à quitter l'Espagne afin de fuir le service militaire. Les cas de désertions étaient plus nombreux après le tirage au sort parmi ceux qui avaient été désignés pour aller en Afrique. Parmi eux il y avait aussi beaucoup de jeunes communistes et de sympathisants ..." ( 125 ).

La protestation contre la guerre atteignait aussi des couches de la bourgeoisie dont le fils, tout en ayant payé une somme pour se libérer du service militaire, devaient quand même aller sous les drapeaux, quoique leur permanence dans l'armée fut toujours plus courte. Dans le régiment de GARELLANO, il y avait beaucoup de soldats qui se trouvaient dans cette situation. Ces soldats on les appelait "soldados de cuota ". Même si leur permanence au Maroc était plus courte que celle d'autres soldats ils avaient quand même payé une somme pour être dispensés d'aller en Afrique ce qui contribuait à augmenter leur indignation. Ces soldats provenaient en général de familles de la moyenne ou de la petite bourgeoisie. L'envoi de ces soldats au Maroc, plaça automatiquement leurs familles contre la guerre menée par le Gouvernement. Les fils des familles de l'aristocratie ou de la haute bourgeoisie tout en ayant payé une somme pour se libérer du service militaire, restaient quelques mois sous les drapeaux mais leurs familles s'arrangeaient pour les garder dans la Péninsule ( 126 ).

Dans ce texte d'URIBE nous ne trouvons aucune allusion à la révolte riffaine ni au caractère de la lutte menée par ABD EL KRIM, sauf l'expression en relation avec " le caractère injuste de la guerre menée par la Monarchie contre le peuple marocain qui lutte pour son indépendance " ( 127 ). Mais lui-même nous signale le manque de compréhension du problème de la part des dirigeants communistes et les difficultés pour mener une action vigoureuse sur le plan politique. Il ne faut pas oublier que ceux qui ont fondé le Parti Communiste provenaient des rangs socialistes et très souvent il n'avaient pas une conception très claire en ce qui concerne les positions de la IIIe Internationale en rapport avec la question coloniale. Malgré les conditions de répression que subissait le Parti Communiste, celui-ci organisa au début de 1924 une semaine internationale contre l'impérialisme et la guerre. Beaucoup des militants du Comité Central de la Fédération des Jeunesses Communistes furent emprisonnés à cause de cette campagne. Les communistes distribuèrent des tracts et des manifestes et organisèrent des meetings à Madrid, aux Asturies, en Galice, à Biscaye et dans d'autres endroits " pour expliquer aux grandes masses de travailleurs les mots d'ordre de l'I.C., du Parti et des Jeunesses Communistes d'Espagne ". ( 128 ). On nous dit que " la guerre du Maroc, entreprise impérialiste de la bourgeoisie espagnole, que nous ne pourrions combattre efficacement qu'avec la collaboration la plus étroite des communistes français, a été présentée sous son vrai jour ... " ( 129 ).

Même si nous n'avons pas de précisions sur cette campagne menée par les communistes, il nous semble que la présentation qu'on faisait de la révolte riffaine

concordait avec le changement de ton que nous avons pu observer à partir de 1924 en rapport avec ABD EL KRIM. En effet, il nous semble que la révolte d'ABD EL KRIM commence à revêtir de l'importance aux yeux de la IIIe Internationale à partir du moment où ABD EL KRIM affronte la France. L'importance du soulèvement riffain était considérée en tenant compte de l'ennemi qui se trouvait en face. La France avait une envergure en temps que puissance coloniale que l'Espagne n'avait pas. La France exerçait sa domination sur d'autres régions du monde arabe, au Magreb et au Moyen Orient. L'ampleur de la lutte menée par le peuple riffain dépassait de loin les limites d'un mouvement purement local. La révolte d'ABD EL KRIM prenait une dimension vraiment internationale, car la lutte de libération nationale du peuple riffain risquait d'influencer d'autres mouvements de libération dans les colonies, particulièrement dans le monde arabe. Les communistes occidentaux prirent ainsi conscience de l'importance de ce mouvement et des possibles répercussions sur les peuples colonisés et parmi les travailleurs des métropoles.

Etant donné la faiblesse du Parti Communiste d'Espagne et les difficultés qui entrevaient son activité dans la clandestinité, le Comintern, tout en estimant que dans les circonstances de la guerre du Maroc, qui est une " guerre typiquement coloniale, un exemple classique de l'exploitation et de l'asservissement impérialistes " ( 130 ), ... " les partis communistes de l'Occident ont une énorme responsabilité ", car " leur attitude vis-à-vis de l'aventure marocaine nous permet de juger du léninisme, du degré de bolchevisation et d'internationalisme communiste de ces partis ", il souligne en même temps que " c'est surtout au Parti Communiste français qu'il incombe la plus grande responsabilité ... " ( 131 ). En effet, le Parti Communiste Français bien organisé, dans la légalité et avec des députés au Parlement était en mesure de pouvoir mener une action beaucoup plus efficace. En plus, la France était une grande puissance coloniale, avec une classe ouvrière bien organisée dans de puissants syndicats. Il était évident que l'action du Parti Communiste Français était beaucoup plus décisive que celle que le Parti Communiste d'Espagne était en mesure de mener étant donné que la plupart de ses militants, durement persécutés, avaient été jetés en prison ou avaient été obligés d'émigrer.

Les communistes espagnols étaient conscients que du fait de leur faiblesse de leurs conditions de clandestinité et du fait encore que l'Espagne n'était pas une grande puissance coloniale, leur action contre la guerre du Maroc ne pourrait avoir du poids qu'en collaborant avec les communistes français. Nous avons pu trouver un appel lancé le 30 septembre 1924 par le Comité d'Action des Jeunesses Communistes de France et d'Espagne et adressé aux soldats des deux pays et où il leur est demandé de fraterniser avec ABD EL KRIM. Dans cet appel on expose les convoitises des pays impérialistes qui ont rivalisé pour s'emparer du Maroc, en soulignant en même temps le caractère juste de la lutte menée par le peuple marocain contre ceux qui veulent lui voler ses richesses. Nous trouvons dans cet appel une expression de la solidarité entre les peuples colonisés et le prolétariat des pays colonisateurs : " ... Quand il se défend ( le peuple arabe ), il défend une cause juste. Quand il lutte pour son indépendance, il ne sert pas seulement la cause particulière du peuple marocain. Quand il lutte contre le capitalisme exploiteur des ouvriers de France et d'Espagne, il rend aussi un service éminent à la classe ouvrière de ces deux pays. Les ennemis des Marocains sont les mêmes que les ennemis des ouvriers français et espagnols ... La lutte pour l'indépendance nationale du Maroc et une lutte contre le capitalisme international, contre PRIMO DE RIVERA, contre les impérialistes français ... " ( 132 ).

Le Parti Communiste Français organisa quelques actions en collaboration avec les communistes espagnols exilés en France, en essayant de mobiliser les ouvriers espagnols qui travaillaient en France à l'époque. Nous avons connaissance de l'organisation d'un meeting avec des ouvriers espagnols et marocains qui se sont levés aux cris de : " Vive l'indépendance totale du Maroc ! Vive l'émancipation immédiate du Maroc français et espagnol ! " (133 ).

Dans la grève organisée le 12 octobre 1925 par le Parti Communiste Français contre la guerre du Maroc, on lança des tracts rédigés en espagnol et adressés aux ouvriers espagnols leur demandant de se joindre à la grève à côté de la classe ouvrière française, étant donné que la classe ouvrière espagnole était aussi très directement concernée par cette guerre coloniale ( 134 ).

D'autre part, le Parti Communiste d'Espagne se servait aussi des organes du Comintern pour lancer des appels contre la guerre. Le 13 juin 1925, le Bureau Oriental du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste lança un appel contre la guerre du Riff où l'on s'adresse particulièrement aux ouvriers et paysans des pays concernés par l'affaire marocaine. Aux ouvriers et paysans d'Espagne, on demande de fraterniser avec les Riffains et de lier leurs efforts " à ceux des ouvriers et des paysans français dans la lutte commune contre la guerre, pour la paix, pour l'évacuation du Maroc..." ( 135 ). Cet appel est signé par SEMARD du côté français et par NIN du côté espagnol.

Encore en juin 1925, le Parti Communiste d'Espagne lança un appel contre l'oppression impérialiste au Maroc ( 136 ).

Lors de la reddition d'ABD EL KRIM on s'exprimait dans les termes suivants : " Après cinq années de lutte héroïque pour l'indépendance des Kabyles du Riff, ABD EL KRIM s'est rendu aux autorités françaises... " ( 137 ). Mais on fait état de la poursuite de la lutte sous la direction de HERIRO, tué en décembre 1926, et de deux frères TEMSAMANI, en prévoyant un nouveau soulèvement car "les Kabyles du Riff sont toujours prêts à lutter pour l'indépendance de leur pays " ( 138 ), et " ... si les kabyles du Riff trouvent très prochainement un nouveau chef qui soit capable, comme ABD EL KRIM, d'organiser les membres des tribus, ce sera pour l'Espagne la fin de l'action de son militarisme au Maroc. ( 139 ).

Les communistes espagnols avaient toujours eu l'espoir que la guerre du Riff pourrait contribuer à une chute de la dictature et de la Monarchie. Déjà en septembre 1924, on pouvait lire dans " La Correspondance Internationale " : " ... La dictature militaire survivre-t-elle à la victoire d'ABD EL KRIM ? La monarchie survivre-t-elle à la dictature militaire ? Ces questions sont posées. Quoi qu'il advienne la défaite coloniale affaiblit grandement les ennemis et les tortionnaires du prolétariat espagnol ... ( 140 ).

A partir de 1927, " La Correspondance Internationale " commence à se désintéresser de la question riffaine, une fois qu'ABD EL KRIM déjà battu, ses successeurs dans la lutte ne furent pas capables de ranimer la révolte.

Il nous semble que l'agitation anticoloniale se faisait surtout en périodes de guerre, mais une fois "le calme" revenu ( dans ce cas la " pacification " du Riff à partir de 1927), on négligeait la poursuite de l'action anticoloniale de manière continue et persistante. Il est bien vrai que pour arriver à mobiliser le soldat espagnol ou français contre la guerre coloniale il fallait le faire dans les périodes de guerre où les souffrances des soldats devenaient plus dures qu'en périodes d'accalmie. La misérable situation du colonisé laissait assez indifférente la grande masse du peuple. Celui-ci se révoltait seulement contre le colonialisme quand la guerre coloniale le touchait de près.

Il nous semble qu'à cette époque là, la classe ouvrière européenne comprenait difficilement les mouvements d'émancipation des colonies. Les conceptions des sociaux-démocrates sur la supériorité du prolétariat européen par rapport aux couches populaires d'autres pays étaient encore très ancrées chez la classe ouvrière. Cette union dans la lutte des prolétaires des pays occidentaux et des populations colonisées n'est

pas arrivé à se concrétiser. L'opposition à la guerre coloniale n'était pas le fait de la solidarité avec les pays colonisés mais le refus des classes populaires européennes d'aller mourir pour défendre les intérêts de ceux qui les exploitaient. En ce qui concerne le soldat espagnol, il a toujours vu chez le Riffain " Le Maure ", cet ennemi héréditaire, dangereux. Ceux qui se révoltaient contre la guerre, ceux qui désertaient n'avaient d'autre but que de sauver leur peau. Mais combien étaient le nombre de ceux qui voyaient ABD EL KRIM comme un libérateur du peuple riffain et par là même comme un libérateur de la classe ouvrière espagnole ? L'action politique du Parti Communiste d'Espagne était trop limitée et sa répercussion fut minime parmi les masses populaires.

De toutes manières, cette guerre coloniale qui avait coûté tant de vies et tant de millions à l'Espagne eut des répercussions très importantes sur le pays, car si la dictature de PRIMO DE RIVERA, conséquence de la défaite d'Annoual, put survivre à la victoire d'ABD EL KRIM et par la suite à sa défaite, la Monarchie d'ALPHONSE XIII ne put survivre à la chute de la dictature.

Nous pouvons donc conclure que l'ouverture en Espagne d'une ère nouvelle, d'une démocratie représentée par la République de 1931, fut la conséquence ultime de la révolte riffaine et de la défaite de l'armée espagnole par le peuple riffain.

---

N O T E S

- ( 1 ) Cité par "Critica Storica ", Anno V, 30 novembre 1966, p. 742.
- ( 2 ) H. Carrère d'Encausse - S. Schram, " le marxisme et l'Asie 1853-1964 ", Paris, 1965, p. 157. Cité par " Critica Storica ", Anno V, 30 novembre 1966, p. 742.
- ( 3 ) op. cit. p. 157.
- ( 4 ) V.I. LENINE, " Le mouvement de Libération Nationale des peuples d'Orient ", Editions en langues étrangères, Moscou, p. 40
- ( 5 ) op. cit. p. 41
- ( 6 ) Op. cit. p. 40-41
- ( 7 ) Dans ce Congrès ROSA LUXEMBOURG et LONGUET présentèrent une motion qui fut adptée à l'unanimité. Cette résolution disait : " Le Congrès Socislste International en vue des tragiques évènements qui ont eu lieu en Espagne l'année dernière, particulièrement en Catalogne, assure les camarades du Parti Socialiste Espagnol, les militants de Catalogne et tous les ouvriers organisés de l'Espagne qui ont essayé de s'opposer à l'aventure coloniale du Maroc, de toute leur sympathie et de toute l'action collective du prolétariat ". Par la suite on protesta contre la répression et contre l'assassinat de FERRER et l'on se félicita de l'élection d'IGLESIAS en tant que premier député de la classe ouvrière en Espagne. Voir AMARO DEL ROSAL, "Los Congresos Obreros Internacionales en el siglo XX ", Editorial Grijalvo, Méjico, 1963, p. 52-53).
- ( 8 ) Voir " La Deuxième Internationale et l'Orient " sous la direction de Georges HAUPT et Madeleine ROUVERIOUX, Editions Cujas, 1967  
Au Congrès de l'Internationale qui devait se tenir à Vienne la dernière semaine d'août 1914, le sujet de l'impérialisme figurait à l'ordre du jour, à la demande de la social-démocratie allemande, mais le Bureau Socialiste International décida au cours de la réunion qui eut lieu à Londres les 13 et 14 décembre 1913, que la question coloniale ne figure pas à l'ordre du jour.
- ( 9 ) Ce mot d'ordre fut prononcé par SAGASTA, chef de file du Parti Libéral à la fin du XIXe siècle. SAGASTA fut Premier Ministre en 1897 au moment de la guerre de Cuba.
- ( 10 ) Cité par Juan José MORATO, " PABLO IGLESIAS, Educador de Muchedumbres ", Ed. Ariel, Barcelona, 1968, p. 130
- ( 11 ) op. cit. p. 130-131
- ( 12 ) op. cit. p. 131
- ( 13 ) op. cit. p. 131
- ( 14 ) op. cit. p. 131
- ( 15 ) S.G. PAYNE, "Los militares y la politica en la España contemporanea", Ruedo Ibérico, Paris, 1968, p; 8
- ( 16 ) op. cit. p. 29
- ( 17 ) op. cit. p. 44
- ( 18 ) op. cit. p. 91 Voir aussi Joan Connelly Ullman, " The Tragic Week ", Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1968, p. 132
- ( 19 ) Joan Connelly Ullman, " The Tragic Week ", A study of Anticlericalism in Spain, 1875-1912, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1968, p. 132.
- ( 20 ) op. cit. pp. 147-148

( 21 ) op. cit. p. 133

( 22 ) op. cit. p. 134

( 23 ) op. cit. p. 135

( 24 ) op. cit. p. 136

( 25 ) Cité par Gabriel MAURA GAMAZO, "La cuestión de Marruecos desde el punto de vista español ", Madrid, 1905, pp. 117-118.

( 26 ) Voir Juan José Morato, op. cit. p. 142. Lors du déclenchement de la guerre européenne, la position d'IGLESIAS et de tout le Comité du Parti ou d'une grande partie du Comité du Parti était la suivante : "Le capitalisme de tous les pays en en lutte est le responsable de la guerre. Il faut examiner la réalité avec la pensée dirigée toujours vers les aspirations du prolétariat. Un des adversaires est le représentant achevé de l'impérialisme le plus odieux ; l'autre, tout en luttant pour l'intérêt capitaliste, est plus influencé par un esprit démocratique. Si l'impérialisme austro-hongrois est le vainqueur, il y aurait un recul ou un arrêt du socialisme ; si les pays alliés obtiennent la victoire notre cause accomplira de grands progrès, même en Allemagne et en Autriche ". Pablo IGLESIAS devait déclarer encore à ce sujet : " Nous avons manifesté notre désir de ce que l'Espagne garde sa neutralité ; mais nous avons aussi manifesté nos sympathies et nos souhaits de victoire à ceux dont le triomphe nous semble bénéfique pour les peuples..." op. cit. p.153

( 27 ) Voir Melquiades Alvarez, " Discours prononcé le 1er mai 1915 à Grenade, p. 9

( 28 ) Grâce à l'alliance avec les Républicains, les socialistes réussirent à avoir des représentants au Parlement. Pablo IGLESIAS fut élu député par la ville de Madrid en mai 1910. IGLESIAS intervient quelquefois au Parlement contre la politique du Gouvernement au Maroc.

( 29 ) Sur la situation misérable des Kabyles, nous avons beaucoup de témoignages, ainsi que sur la distribution "charitable " de sacs d'orge de la part des autorités militaires espagnoles. Ainsi PRIETO dans son discours au Parlement le 21 novembre 1922 : " On avança à travers le territoire de Beni Saïd présentant cette action devant l'opinion publique comme une conquête par les armes et le fruit de la conception d'un génie guerrier, quand on avançait seulement retranchés derrière la famine de ces indigènes qui, ayant perdu leurs récoltes et n'ayant rien à manger, nous permettaient d'avancer, tolérant l'établissement de nos positions ; ils étaient les guides de nos colonnes moyennant de l'argent qu'on donnait à leurs chefs, les plus modestes se contentant de quelques sacs d'orge de quoi se faire des galettes pour ne pas périr de faim". Voir aussi Général DAMASO BERENQUER " Campañas en el Riff y Yebala, 1921 - 1922 " Madrid, 1923, p. 19

( 30 ) " El Socialista, 30 avril 1921

( 31 ) " El Socialista " mardi 26 avril 1921

( 32 ) " El Socialista " vendredi 29 avril 1921

( 33 ) " El Socialista " lundi 16 mai 1921

( 34 ) " El Socialista " samedi 11 mai 1921 article intitulé "Le Maroc, tombeau de l'Espagne "

( 35 ) " El Socialista ", samedi 23 juillet 1921, lundi 25 juillet 1921, mardi 26 juillet 1921.

( 36 ) " El Socialista, lundi 2 juillet 1922

( 37 ) " El Socialista " samedi 11 juin 1921

( 38 ) " El Socialista " lundi 2 juillet 1922

- ( 39 ) " El paqueo " c'est le fait de tirailler des soldats isolés. Les Riffains causaient beaucoup de victimes parmi les soldats espagnols en utilisant cette méthode.
- ( 40 ) " El Socialista ", samedi 4 août 1923, article de Pablo IGLESIAS intitulé " Contre la guerre du Maroc ".
- ( 41 ) " El Socialista " samedi 11 juin 1921, article de Manuel CORDERO intitulé " Le Maroc, tombeau de l'Espagne ".
- ( 42 ) " El Socialista ", samedi 4 août 1923, article de Pablo IGLESIAS cité plus haut.
- ( 43 ) Cité par Simon LEVY, " La guerre du Riff sous le règne d'ALPHONSE XIII ", thèse de doctorat inédite. Institut d'Etudes Hispaniques de Paris, mai 1958, p. 80.
- ( 44 ) " El Socialista " 28 août 1923. Il rapporte les mots prononcés par les différents participants dans un meeting qui eut lieu la veille à "La Casa del pueblo" de Madrid. Ici, il s'agit cette fois des mots prononcés par Francisco Ruano, parlant au nom de la Jeunesse Socialiste.
- ( 45 ) " El Socialista " 27 août 1923
- ( 46 ) " El Socialista " mercredi 29 août 1923
- ( 47 ) " El Socialista " mardi 28 août 1923
- ( 48 ) " El Socialista " du 24 août 1923 reproduit des extraits des déclarations de Indalecio PRIETO au journal " El Pueblo Vasco "
- ( 49 ) *ibid.*
- ( 50 ) Discours de Prieto au Congrès des Députés (Cortes) le 21 et 22 novembre 1922
- ( 51 ) La ley de Jurisdicciones " était une loi adoptée le 20 mars 1906, accordant aux tribunaux militaires le droit de juger tous les "délits contre la patrie et l'armée ". A partir de cette loi, les militaires pouvaient intervenir de plus en plus dans les affaires civiles.
- ( 52 ) Indalecio PRIETO, discours au Congrès des Députés le 21 novembre 1922
- ( 53 ) PRIETO, *ibid.*
- ( 54 ) PRIETO, *ibid.*
- ( 55 ) PRIETO, *ibid.*
- ( 56 ) " El Socialista, jeudi 5 juillet 1923
- ( 57 ) Andrés SABORIT, "Julian BESTEIRO ", Ed. Losada Buenos Aires 1967, p. 59
- ( 58 ) Andrés SABORIT, *op. cit.* p. 77
- ( 59 ) Andrés SABORIT, *op. cit.* pp. 79-80. La délégation britannique était représentée par le Colonel Wedgwood, du Parti Travailleiste, la délégation française par Léon BLUM, Paul FAURE, Jean LONGUET, RENAUDEL, ZYROMSKI et GRANVALET du P.S.U. et la délégation espagnole par BESTEIRO, DE LOS RIOS et SABORIT du P.S.O.E.
- ( 60 ) Par ce fameux régime de mandat, la Grande Bretagne et la France se sont partagées les anciennes possessions de l'Empire Turque au Moyen Orient, et de l'Allemagne en Afrique.
- ( 61 ) Le " Riff Committee" avait été créé à Londres le 4 juillet 1925. Ses buts étaient d'après ses statuts : "d'assurer une compréhension bienveillante vis-à-vis de la lutte des Riffains en tant que belligérants ainsi que l'entrée libre d'une assistance médicale et chirurgicale dans le Riff afin d'adoucir les souffrances des combattants et des femmes et des enfants victimes des bombardements". Juan de España, "La actuación de España en Marruecos ", Madrid 1926 p. 295. M. GORDON CANNING qui se présentait comme le représentant d'ABD EL KRIM à l'étranger exposa à plusieurs reprises des propositions pour arriver à un règlement avec l'Espagne et avec la France, en demandant notamment que "l'Etat du Riff devra être reconnu et garanti par la Société des Nations " Juan de España, *ibid.* pp. 306-307
- ( 62 ) Julian BESTEIRO, Discours prononcés au Parlement dans les séances du 3, 4 et 10 novembre 1921.
- ( 63 ) Julian BESTEIRO, *ibid.*

( 64 ) JULIAN BESTEIRO, *ibid.*

( 65 ) JULIAN BESTEIRO, *ibid.*

( 66 ) Manifeste de la Commission Exécutive du Parti Socialiste diffusé le 20 mars 1919

( 67 ) On sait que le roi ALPHONSE XIII encourageait le secteur de l'armée partisan de l'action militaire au Maroc. Le général SILVESTRE jouissait d'une estime particulière près du roi. On disait que le Général SILVESTRE avait promis au roi qu'il serait à Ajdir le 25 juillet date de la fête de la Saint Jacques, patron de l'Espagne et symbole de la lutte séculaire contre les Maures. Le roi aurait envoyé à Silvestre un télégramme d'encouragement qui disait : " Olé, los hombres. El 25 te espero ".

( 68 ) Robert REZETTE, "Les partis politiques marocains ", librairie Armand Colin, 2ème édition, 1955, p. 85

( 69 ) " Guerra y Revolucion en España - 1936-1939 ", vol I, Ed. Progreso, Moscou 1967 (ouvrage collectif rédigé par une Commission du Parti Communiste d'Espagne) p. 223

( 70 ) *ibid* pp. 223-224

( 71 ) Voir " Critica Storica ", Anno V, 30 novembre 1966, p. 745.

( 72 ) V.I. LENINE, " Rapport présenté au IIe Congrès de Russie des Organisations Communistes des peuples d'Orient ", 22 novembre 1919. Voir " Le mouvement de Libération Nationale des Peuples d'Orient Editions en Langues Etrangères, Moscou, pp. 320-23.

( 73 ) " Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste - 1919-1923". Réimpression en fac-similé, François MASPERO, 1969 p.58

( 74 ) La réaction espagnole comprit très bien la vraie nature de cette lutte. Voici les mots d'un des représentants de cette tendance : " C'est ainsi que les pions sont placés sur l'échiquier marocain où l'on joue une partie qu'intéresse tout l'univers. Il est bien démontré jusqu'à satiété que la France et l'Espagne luttant non pas tant pour la défense de leurs intérêts nationaux ... que pour l'intérêt de toutes les nations civilisées, fidèles gardiennes des conquêtes de la paix et du progrès ; paix et progrès qui sont aujourd'hui grièvement menacés par les éventualités qui entourent le problème de la révolte riffaine, dont le triomphe comporterait pas moins que l'inauguration d'une ère d'une telle perturbation internationale, qui ne pourrait finir que par une nouvelle conflagration armée des nations les plus puissantes, mais cette fois avec les circonstances aggravantes de la menace vigoureuse et écrasante, derrière les peuples en lutte, des révolutions internes à l'intérieur de tous et chacun de ces pays."

" Personne ne saurait se tromper : la France et l'Espagne ne sont pas en lutte contre ABD EL KRIM, et encore moins contre les kabyles du Nord du Maroc ... Non, la lutte est engagée entre ces deux puissances et une vaste organisation révolutionnaire dont les origines sont diverses et les appuis différents ; le triomphe de cette organisation révolutionnaire serait cause de regret pour tous : pour les pays qui ont des vastes domaines coloniaux, base de leur prospérité, car le feu libérateur allumé au Riff ne s'arrêterait pas entre les montagnes de l'Atlas, mais il se diffuserait, enveloppant dans son tourbillon d'autres sols et d'autres latitudes ... ". Juan de España, *op*; Cit. p. 313.

( 75 ) Ainsi : " ABD EL KRIM reçut rapidement des instructions pour le bon développement de ses plans ; tout un programme bolchévisant lui fut imposé, programme qu'il accepta sans discussion ; des agitations de l'opinion publique et surtout des masses populaires, par l'intermédiaire des campagnes menées constamment par la Presse..." Juan de España *op. cit.* p. 311. D'autre part on disait que "l'Humanité " était l'organe de presse d'ABD EL KRIM à Paris ", Juan de España, *op cit.* p. 304. Voir aussi Jacques LADREIT DE LACHARRIERE, " Le rêve d'ABD EL KRIM", Paris 1925, pp. 167-179.

( 76 ) " Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste - 1919-1923". Réimpression en fac-similé, François MASPERO 1969 p. 58

( 77 ) Le Parti Communiste Français avait, dès avant 1939, un Comité Régional au Maroc, dont le siège était à Casablanca. Mais ce fut seulement en juillet 1943 que le Parti Communiste du Maroc fut créé sous la direction de Léon SULTAN. Voir Robert REZETTE, op. cit. p. 162.

( 78 ) Le premier parti communiste ( Parti Communiste Espagnol ) fut fondé le 15 avril 1920 par la majorité du Comité Exécutif de la Fédération des Jeunesses Socialistes d'Espagne qui décida d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale. En 1921, le Parti Communiste Espagnol fusionna avec des éléments provenant du Parti Socialiste et de l'U.G.T. pour former le Parti Communiste d'Espagne.

( 79 ) " La Correspondance Internationale ", n° 12, 1<sup>ère</sup> année, 19 novembre 1921. Article écrit par M. ROSE : " L'aventure espagnole au Maroc".

( 80 ) Vicente URIBE, " Mémoires " ( inédits ).

( 81 ) " La vie ouvrière ", vendredi 26 août 1921

( 82 ) " La vie Ouvrière ", vendredi 2 septembre 1921, article de Vicente ORTIZ intitulé " Terreur, guerre et misère".

( 83 ) ibid.

( 84 ) Ibid.

( 85 ) " La Correspondance Internationale ", n° 12, 1<sup>ère</sup> année, 19 novembre 1921. Article de M. Rosé, déjà cité.

( 86 ) " La Correspondance Internationale", ibid.

( 87 ) " La Correspondance Internationale" n° 37, 3<sup>ème</sup> année, 22 septembre 1923. Article de Joaquín Maurín intitulé " L'Espagne actuelle. La débâcle capitaliste".

( 88 ) ibid.

( 89 ) ibid.

( 90 ) " La Correspondance Internationale", n° 76, 3<sup>ème</sup> année, 26 septembre 1923. " Deux observations sur l'Espagne " par R.A.

( 91 ) ibid.

( 92 ) Mémoires d'ABD EL KRIM, recueillis par J. Roger Mathieu, Paris, 1927 pp 165-186

( 93 ) Cité par Hubert-Jacques, "L'aventure riffaine et ses dessous politiques ", Editions Bossard, Paris 1927, pp. 55-56.

( 94 ) " La Correspondance Internationale ", n° 66, 4<sup>ème</sup> année, 17 septembre 1924, article intitulé " La défaite de PEIMO DE RIVERA au Maroc " par R.A.

( 95 ) RAISSUNI était le véritable seigneur féodal du Djebala ( partie occidentale du Protectorat Espagnol ). Il exerçait une vraie tyrannie sur les tribus de cette région en pillant et en dévastant les territoires des tribus qui s'opposaient à sa domination. C'était une sorte de brigand, tantôt à côté des Espagnols quand ceux-ci étaient prêts à lui accorder ce qu'il demandait, tantôt combattant les Espagnols quand ceux-ci n'étaient pas prêts à donner suite à certaines de ses exigences. Au moment de la révolte d'ABD EL KRIM, il était en guerre contre l'Espagne, à cause notamment de l'attitude intransigeante de SILVESTRE vis-à-vis de lui; d'autre part, il n'avait pas pu supporter le refus des Espagnols de le nommer Khalifa de la zone du Protectorat espagnol. Les Espagnols voulurent arriver à un accord avec lui pour l'utiliser contre ABD EL KRIM. Mais la domination du RAISSUNI au Djebala était incompatible avec les buts d'unité et d'indépendance du Riff et ABD EL KRIM décida de finir avec le pouvoir de RAISSUNI. En janvier 1925, RAISSUNI fut vaincu et amené comme prisonnier par ABD EL KRIM. Il mourut en avril 1925 à Tamasint, dans le territoire des Beni Ouriaghel.

( 96 ) ABD EL KRIM avait déclaré au journaliste SCOTT MOWRER : " Le Riff ne reconnaît pas l'autorité du Sultan MOULAY YOUSSEF, pas plus maintenant qu'en aucun autre temps dans l'avenir. La souveraineté de MOULAY YOUSSEF sur le Maroc est un mythe dans lequel toutes les puissances ont résolu de croire mais nous savons que Youssef est le prisonnier des Français et qu'il ne peut ni ne veut, prendre aucune initiative en son propre nom. Nous ne voulons reconnaître la souveraineté d'aucun prisonnier, même si on lui donne le nom de Sultan. En outre, le titre de YOUSSEF au trône est douteux, depuis que les Français ont déposé deux de ses frères, et lui ont donné le souveraineté ". Cité par Jacques LADREIT DE LACHARTIERE op.cit.pp.241-242. Cité aussi par Juan de España, op.cit. p. 303.

( 97 ) " La Correspondance Internationale ", n° 28, 5ème année, 1er avril 1925, article intitulé " Les Espagnols au Maroc " par J.A.R. ( d'une prison d'Espagne ).

( 98 ) " ABD EL KRIM compte avec la sympathie et la solidarité de l'Islam, qui voit avec raison dans la guerre victorieuse soutenue par ABD EL KRIM contre les Espagnols une guerre d'indépendance. Au dernier Congrès Islamique qui eut lieu à Balgaum ( Inde ) plus de deux mille délégués musulmans votèrent une motion de solidarité avec les Riffains." La Correspondance Internationale ", n° 28, 5ème année, 1er avril 1925 Article par J.A.R. déjà cité. Nous pouvons lire encore "... Le succès des Riffains devait provoquer une certaine effervescence parmi les Maures et les Kabyles de l'autre versant de l'Atlas ; sur l'Atlantique les tribus se mirent à préparer un soulèvement. Les Beni Zercual s'agitèrent ...", voir " La Correspondance Internationale", n° 53, 5ème année, 20 mai 1925, Article de L. KITAIGORODSKI sur " Les Français au Maroc ".

( 99 ) " La Correspondance Internationale " n° 70, 6ème année, 5 juin 1926, article de G. PERI intitulé " Après la reddition d'ABD EL KRIM".

( 100 ) " Il fut un temps où les Français encourageaient ABD EL KRIM et de façon plutôt efficace. Leurs postes ne mettaient aucun obstacle au passage de la frontière par les Marocains désireux de se battre contre l'Espagne. Des Français ravitaillaient clandestinement en armes les Riffains. Mais après la victoire de ceux-ci, l'attitude des Français changea. Les grands journaux de Paris soulignèrent l'inconvénient que présenterait l'existence d'une république indigène au Nord du Maroc ... Le Maréchal LYAUTEY, potentat du Maroc, mûrissait son plan de guerre ". Voir " La Correspondance Internationale " 20 mai 1925 article de L. KITAIGORODSKI cité plus haut.

( 101 ) " La Correspondance Internationale ", n° 83, 5ème année, 26 août 1925, article intitulé " Le Riff, clé de la Méditerranée " par R. INRANDOUST.

( 102 ) " La Correspondance Internationale ", 20 mai 1925, article de L. KITAIGORODSKI, déjà cité. Voir aussi " La Correspondance Internationale, 13 juin 1925 : " ... Les différends anglo-français au sujet du Maroc furent réglés par un accord reconnaissant les droits de l'Angleterre sur l'Egypte, la France obtint, en retour, une entière liberté d'expansion au Maroc".

( 103 ) " La Correspondance Internationale " du 20 mai 1925, n° 53, 5ème année) disait " ... 294.000 cultivateurs et pâtres riffains, conduits par un chef d'un grand talent militaire, par cet ABD EL KRIM qui une légende environne déjà et fait comparer à KEMAL PACHA, ont en décembre dernier infligé aux Espagnols une nouvelle défaite ...". D'autre part, ABD EL KRIM lui même d'après ce que rapporte J. Roger Mathieu : " Et le voici qui passe aux Turcs. Soudain, ses petits yeux brillent. Il est en adoration devant les Turcs. Il commence le panégyrique de MUSTAPHA KEMAL : - A la bonne heure -dit-il - Celui là c'est un homme ! ", J. Roger Mathieu, op. cit. p. 153.

( 104 ) Une certaine tendance dans le Parti Communiste Français estimait que " le mot d'ordre de la fraternisation n'aurait pas dû être lancé à propos de la guerre du Maroc ", car le niveau de développement des deux peuples en guerre n'était pas le même, d'est-à-dire que les soldats d'un peuple "civilisé" comme la France ne pouvaient pas fraterniser avec des combattants appartenant à un peuple "arriéré" comme le Riff et commandés en outre par un " chef féodal ". P. SEMARD se dresse contre ces théories exprimées notamment par PAZ. Voir " La Correspondance Internationale " du 10 mars 1926. SEMARD allègue encore que même si ABD EL KRIM était un chef féodal, son mouvement était objectivement progressiste étant donné qu'il combattait l'impérialisme français. Voir à ce propos Natalia LOUTSKAÏA, " La lutte des communistes français contre la guerre du Maroc ", Pages d'histoire du Mouvement Ouvrier Français. Etudes et documents théoriques, février 1951, pp. 25-26.

( 105 ) Pendant mon voyage au Riff pendant l'été 1969, j'ai eu l'occasion de rencontrer des anciens combattants riffains de l'époque d'ABD EL KRIM. Ils m'ont tous affirmé que le mot d'ordre de la guerre sainte n'avait pas du tout le sens pour ABD EL KRIM

de lutte contre les chrétiens, mais c'était une arme politique qu'il fallait utiliser dans les conditions du Riff afin de se rallier les masses. ABD EL KRIM même disait : " Je déclare lorsqu'on me reproche de faire la guerre sainte qu'on commet une erreur, pour ne pas dire plus. Le temps des guerres saintes est passé ; nous ne sommes plus au Moyen Age ou au temps des Croisades. Nous voulons simplement être et vivre indépendants et n'être gouvernés que par Dieu ... " La seule chose qui nous importe maintenant, ce n'est pas l'existence d'un Sultan au Maroc, mais l'indépendance entière sans réserve du malheureux peuple riffain qui est prêt à se sacrifier avec honneur pour la réalisation de ce but ". Je dois cette citation d'ABD EL KRIM à M. HADDAD MOHAMMAD de Tanger, mais j'en ignore la source.

( 106 ) A propos des Espagnols, le frère d'ABD EL KRIM avait déclaré au journaliste espagnol Luis de Oteyza : " ... Le Riff ne combat pas les Espagnols et ne ressent pas de haine pour le Peuple espagnol. Le Riff combat cet impérialisme envahisseur qui veut lui arracher sa liberté à force des sacrifices moraux et matériels du noble peuple espagnol ..." Luis de OTEYZA, " ABD EL KRIM y los prisioneros", Madrid, sans date p.145.

( 107 ) " Il est bien vrai " -avait dit ABD EL KRIM -" que l'Islam est l'ennemi du fanatisme et des superstitions... L'Islam est le plus loin de sanctifier les personnes car il prescrit l'amour fraternel et l'unité face à l'ennemi, et il encourage les hommes à mourir pour la liberté et l'indépendance... Les intrigues de ces ignorants ( les marabouts) n'ont convaincu qu'aucun pays où leur influence serait forte, pourra se développer rapidement ou sans faire appel à la contrainte et à la violence". Cité par David S. WOOLMAN, " Rebels in the Riff, ABD EL KRIM and the Riff Rebellion", Stanford University Press, 1968, pp. 217-218.

( 108 ) Je dois cette information à M. Omar EL KHATTABI, de Kenitra, fils de l'oncle D'ABD EL KRIM, ABDESSALAM. Pour ABD EL KRIM le pan-islamisme était un mouvement dont il fallait se méfier, car il pensait que c'était une création de l'impérialisme britannique.

( 109 ) Informations recueillies au Riff pendant notre séjour en l'été 1969.

( 110 ) Ibid. Je dois aussi beaucoup d'indications à M. ABDALLAH IBRAHIM ancien Premier Ministre et dirigeant de l'U.N.F.P.M. IBRAHIM, qui écrivait un livre sur le nationalisme marocain, consacrait quelques pages à la révolte du Riff.

( 111 ) Au fait la société riffaine n'a pas beaucoup changé depuis les temps d'ABD EL KRIM. Le Riff est toujours un pays où prédomine l'élément paysan.

( 112 ) Lorsque nous parlons de "démocratie" nous ne donnons pas à ce mot ici le même sens qu'on lui prête normalement, soit "démocratie bourgeoise " : suffrage universel, soit " démocratie socialiste " : passage des biens de production aux mains du peuple.

( 113 ) Informations recueillies lors de notre séjour au Riff. Je dois aussi beaucoup d'indications à M. BACHIR EL FIGUIGUI, grâce à qui d'ailleurs j'ai pu contacter la plupart des personnalités marocaines qui m'ont procuré des informations très intéressantes sur la révolte d'ABD EL KRIM.

( 114 ) " Le Riff est organisé sur le modèle des Etats démocratiques. ABD EL KRIM a le titre d'AMIR, c'est à dire de Président du Riff. Chaque tribu a à sa tête une douma qui est élu par l'assemblée des habitants".

" Le pouvoir exécutif appartient à un Conseil des Ministres qui siège à la capitale, Ajdir. Le pouvoir législatif est confié à une assemblée de 80 députés (Nouwab), élus directement par les tribus, et qui siège également à Ajdir. Ses décisions ont force de loi et doivent être appliquées par le Conseil des Ministres. A la tête de chaque tribu, il y a un "caïd " et un " choikh " à la tête des fractions de tribus. Celui ci est assisté par une assemblée locale élue au suffrage universel. Les " caïds " sont contrôlés par six délégués choisis et responsables devant le ministre de l'Intérieur.

" La justice est rendue par le caïd dans chaque tribu, appel des jugements peut être fait à Ajdir.

" Les impôts sont annuels et de deux catégories :

1°) Les " Gharibas " ( taxe par tête ) payés par tous ,

2°) Le "Tijane-el-Abbès", véritable impôt sur le revenu qui prélève, en espèces ou en nature, 5 % des revenus.

" Enfin le service militaire est obligatoire pour tous les hommes valides, de 18 à 50 ans ... " P. SEMARD, " La guerre du Riff ", Librairie de l'Humanité, Paris 1926.

( 115 ) Cité par "Al-Alam " du 4 octobre 1969, dans un article consacré à HO CHI MINH à l'occasion de sa mort.

( 116 ) Je dois toutes ces informations à M. MOHAMMAD BOUJIBAR ancien ministre d'ABD EL KRIM, qui eut la gentillesse de me recevoir pendant mon séjour au Maroc en 1969.

( 117 ) Maximino Garcia VENERO, " Historia del Nacionalismo Vasco", Editora Nacional, Madrid 1968, p. 415

( 118 ) ibid. Voir aussi " La Correspondance Internationale " du 18 septembre 1923 ( n° 74, 3ème année ), article intitulé " La dictature militaire en Espagne " par R. ALBERT. Il paraît que des désordre analogues commençaient aussi à se produire à Séville et à Grenade.

( 119 ) Maximino GARCIA VENERO, op. cit. p. 419

( 120 ) J'ai pu me procurer ce chapitre des Mémoires inédits de Vicente URIBE, grâce à la gentillesse de M. DOLORES IBARRUTI, Président du Parti Communiste d'Espagne qui me l'a fait parvenir par l'intermédiaire de M. Alberto GONZALEZ, historien espagnol, résident à Moscou.

( 121 ) Vicente URIBE, op. cit.

( 122 ) ibid.

( 123 ) ibid.

( 124 ) ibid.

( 125 ) ibid.

( 126 ) L'armée espagnole fut obligée d'envoyer de gros renforts de troupes au Maroc à la fin de 1921 et au début de 1922. Mais il y avait le problème de maintien de l'ordre dans la Péninsule ce qui obligea le Gouvernement à garder de forts détachements militaires dans la Péninsule. A ce sujet voir S.G. PAYNE, op. cit. p. 152. Le Gouvernement organisa toute une campagne de presse destinée à éveiller les sentiments "patriotiques" chez les différentes couches de la population et beaucoup de jeunes de la bourgeoisie partirent comme volontaires pour " donner le bon exemple ". La presse prêche du Gouvernement s'empressait de donner les noms de tous les fils de familles " connues " qui étaient partis au Maroc, essayant encore par ce moyen d'apaiser l'indignation des classes populaires. Mais les familles de ceux qui avaient payé une somme pour que leurs fils fassent seulement quelques mois de service commencèrent à mener une campagne afin que leurs fils puissent rester dans la Péninsule. Sur cette question des " soldados de cuota ", voir " El Socialista " du 12 août 1921.

( 127 ) Vicente URIBE, op. cit.

( 128 ) " L'Humanité " du 4 avril 1924, " La campagne antimilitariste des communistes " par R. USANO.

( 129 ) ibid.

( 130 ) " La Correspondance Internationale ", 1er juillet 1925

( 131 ) ibid.

( 132 ) " L'avant - garde ", 1er octobre 1924, cité par P. SEMARD, op.cit.pp. 138-141.

( 133 ) Nous avons connaissance de ce meeting car on en parle dans l'Appel du Comité d'action des Jeunesses Communistes de France et d'Espagne, voir " L'Avant garde " du 1er octobre 1924.

( 134 ) Je possède moi même une photo d'un de ces tracts.

( 135 ) " La Correspondance Internationale, 13 juin 1925

( 136 ) Je n'ai pas pu voir le texte de cet appel car il figure dans l'édition allemande ( Impekorr ) et il n'a pas été reproduit dans la " Correspondance Internationale " .

( 137 ) " La Correspondance Internationale ", n° 73, 6ème année, 16 juin 1926, article intitulé " La capitulation d'ABD EL KRIM et l'impérialisme espagnol " par J.A.R. ( Madrid )

( 138 ) " La correspondance Internationale " n° 39, 7ème année, 6 avril 1927, article intitulé " La guerre continue au Maroc " par J.A.R. Madrid.

( 139 ) ibid.

( 140 ) " La Correspondance Internationale " n° 66, 4ème année, 17 septembre 1924, article intitulé " La défaite de PRIMO DE RIVERA au Maroc," Par R.A.

---